

# TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 305 - OCTOBRE 2019

*Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : [www.tendances-lait-viande.fr](http://www.tendances-lait-viande.fr)*

## Sommaire du numéro 305

### Viandes bovines

#### Jeunes bovins

##### France

- Les cours encore sous pression

##### Europe

- Seul le marché italien se démarque

#### Femelles

##### France

- Prix dégradés malgré un marché fluide

##### Europe

- Marché morose

#### Maigre

- Les cours se stabilisent

#### Veaux de boucherie

- Basculement brutal du marché

#### Veaux nourrissons

- Marché saturé

### Lait de vache

#### Collecte laitière

- Collecte et transformation de lait bio toujours dans le vert
- La sécheresse estivale a surtout affecté l'Allemagne et la France

#### Marché des produits laitiers

- Le rétablissement des marchés à la merci de décisions géopolitiques

### Viande ovine

#### France

- La cotation française sous pression britannique

#### UE et monde

- La perspective d'un Brexit dur se fait déjà ressentir

### Lait de chèvre et viande

#### Lait de chèvre - France

- La baisse de collecte ralentit, mais l'approvisionnement reste tendu

Marchés des grains : prix inférieurs à l'an dernier

# Un début d'automne morose pour les marchés bovins

Dans la foulée des mois précédents, les marchés bovins restent globalement déprimés en ce début d'automne, aussi bien pour le vif que pour la viande. Malgré une offre limitée, les prix sont toujours sous pression.

La production française est soumise une concurrence accrue, tant sur le marché domestique qu'à l'export. Les marchés européens sont globalement dégradés, en mâles comme en femelles, poussant même les éleveurs irlandais à bloquer les abattoirs. Seul le marché italien semble actuellement équilibré.

Même constat sur les différents marchés du vif en France. Pour les veaux naissants, les records d'exportation ne suffisent pas à redresser les cours qui reculent depuis le milieu de l'été, même si les perspectives semblent désormais plus favorables.

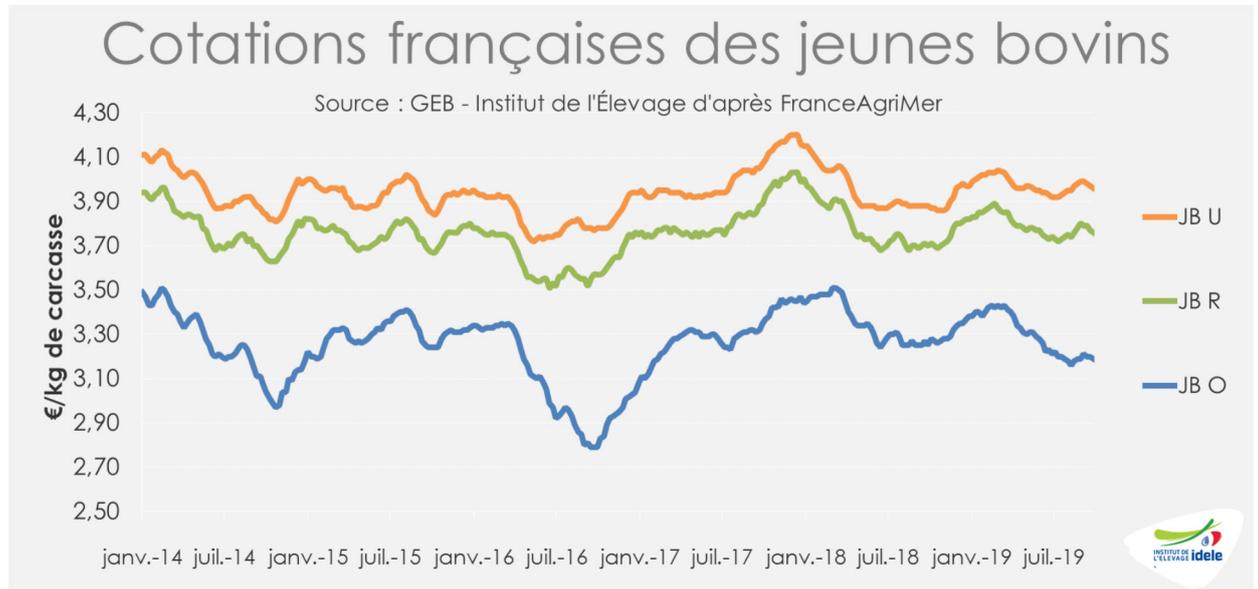
A noter que les cours des veaux de boucherie se redressent enfin, mais restent en deçà des standards habituels.

## Viandes bovines » Jeunes bovins » France » Les cours encore sous pression

Les cours sont sous pression malgré une offre toujours contenue. Les exportations sont en net retrait, notamment vers l'Allemagne ou encore l'Italie. A noter que les stocks en ferme de jeunes mâles allaitants (12-18 mois) sont en progression.

### L'ensemble des cours à la peine

Alors que la bonne tenue du marché italien avait profité aux JB les mieux conformés pendant que la morosité du marché allemand pesait sur les JB laitiers, l'ensemble des cours est à nouveau sous pression notamment pour les meilleures conformations. A respectivement 3,96 €/kg et 3,76 €/kg de carcasse, les cotations des JB U et R ont perdu 3 et 4 centimes sur les quatre dernières semaines pour atteindre des niveaux intermédiaires aux deux années précédentes (+2% /2018 et -3% /2017). Si la cotation du JB O était stable sur la même période à 3,19 €/kg en semaine 40, elle reste nettement en dessous des niveaux des années précédentes (-2% /2018 et -5% /2017).



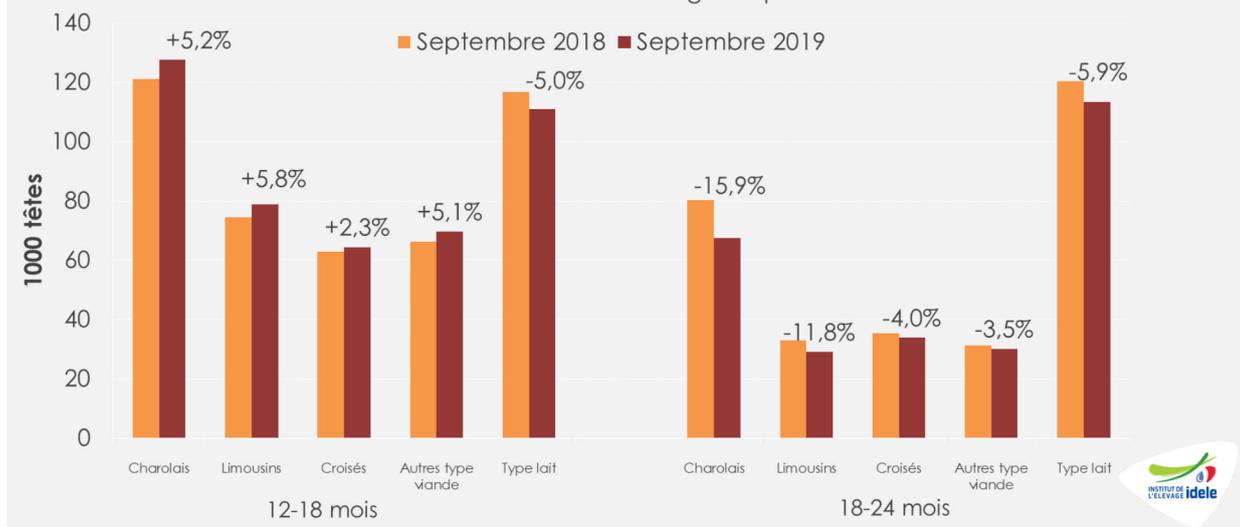
### Les abattages sont toujours limités, mais les stocks d'animaux jeunes s'étoffent légèrement

Les abattages de JB de type lait comme de type viande sont à nouveau en retrait. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de JB de race à viande ou croisés (-6% /2018) comme ceux de JB laitiers (-8% /2018) ont sensiblement diminué sur les 5 dernières semaines connues (35 à 39).

En BDNI, au 1<sup>er</sup> septembre 2019, les stocks de bovins mâles de 18 à 24 mois en élevage étaient réduits en type viande ou croisé (-19 000 têtes ; -11%) comme en type laitier (-7 000 têtes ; -6%). A noter que si les stocks d'animaux plus jeunes, de 12 à 18 mois, sont toujours faibles côté laitier (-6 000 têtes ; -5%), ils sont plus étoffés côté allaitant (+15 000 têtes ; +5%), et pourraient conduire à un léger étoffement de l'offre à terme si les ventes de broutards repoussés en Italie ne progressent pas à l'automne.

# Effectif de bovins mâles en BDNI

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI

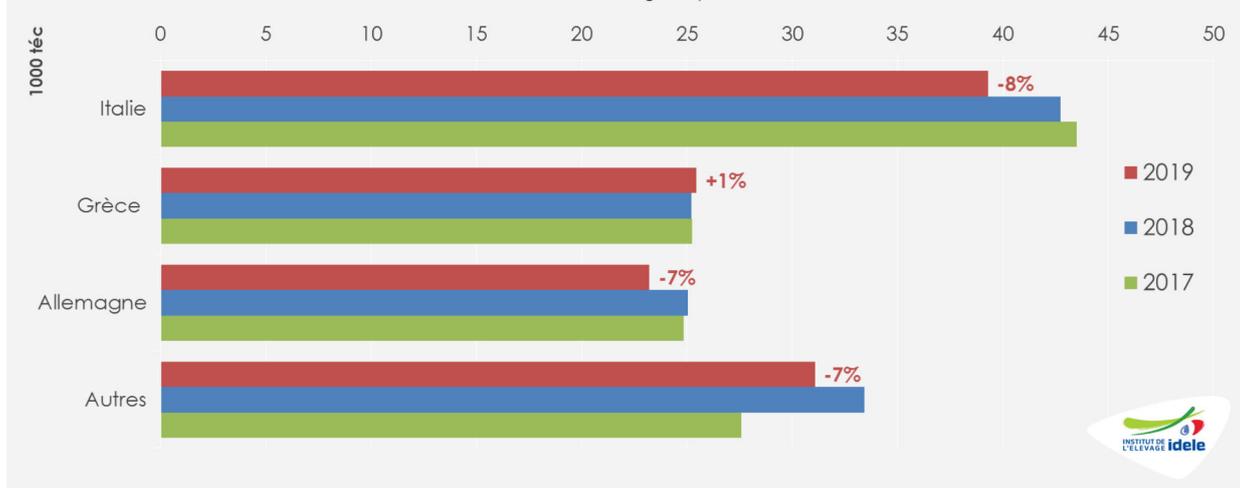


## Des exportations toujours en retrait

Avec des disponibilités toujours limitées et une concurrence accrue sur le marché communautaire, les exportations françaises de viande bovine du mois ont été contenues en juillet. En cumul depuis janvier, elles sont très inférieures à celles dynamiques de l'an passé, mais également à celles plus mesurées de l'année 2017 (131 000 téc soit -6% /2018 et -2% /2017). En cumul sur les 7 premiers mois de l'année, les exportations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont reculé vers la majorité des destinations et notamment l'Italie (-8% /2018) et l'Allemagne (-7%). Si les envois progressent vers la Grèce (+1%), cela se fait au détriment de la valorisation : le prix des exportations françaises de viande bovine réfrigérée vers la Grèce, consommatrice de quartiers avant, est inférieur de 20% au prix des produits destinés à l'Allemagne et de 25% à ceux destinés à l'Italie.

## Destination des exportations françaises de viande bovine réfrigérées et congelée de janvier à juillet

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

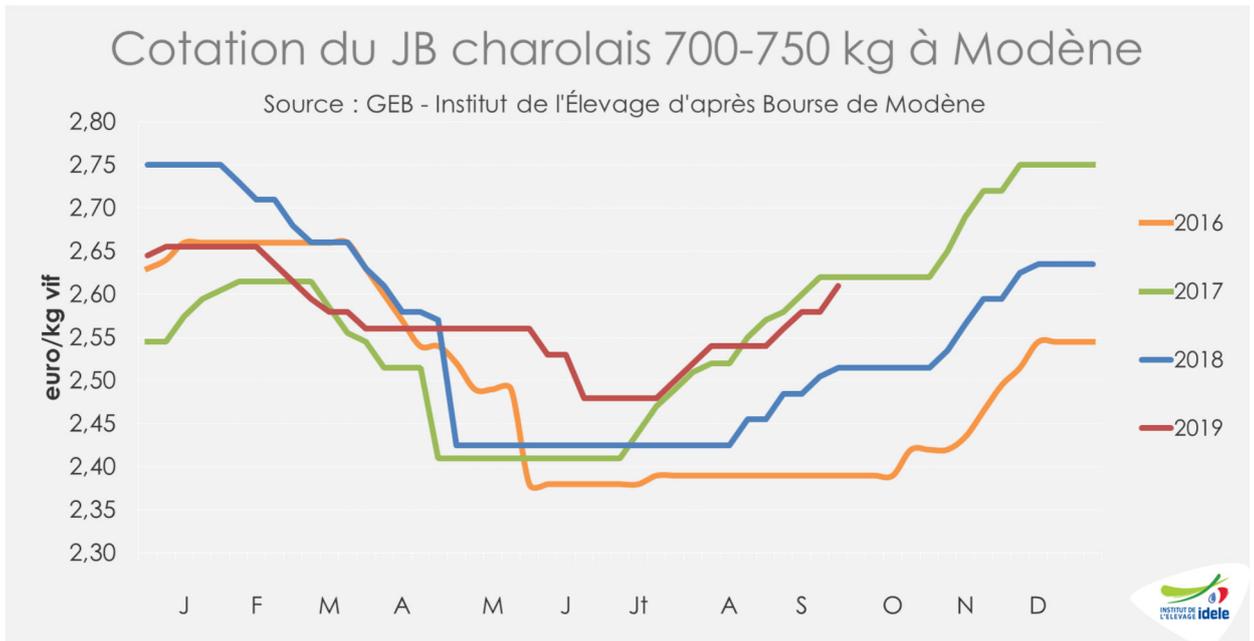


## Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Seul le marché italien se démarque

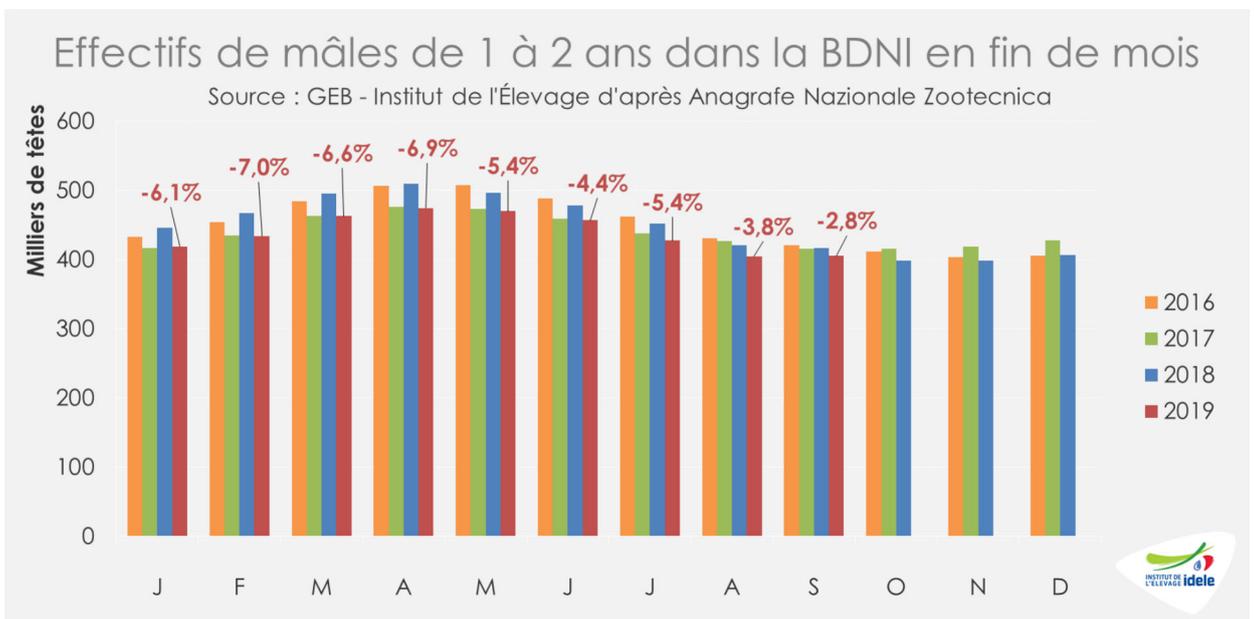
Dans un contexte globalement morose, le marché Italien plus équilibré tire son épingle du jeu. Ailleurs, les prix restent à la traîne. Le marché allemand est perturbé par des signes de récession. La Pologne pâtit toujours du scandale sanitaire de début d'année. L'Irlande est plombée par les perspectives de *Brexit* et l'Espagne ne se remet pas du surplus d'offre du début d'année, après la perte du débouché turc pour le vif.

## ITALIE : poursuite de la hausse saisonnière

En **Italie**, les cours du JB poursuivent leur progression. La cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène a pris 7 centimes sur les 4 dernières semaines pour s'établir à 2,61 €/kg vif en semaine 39 (+4% /2018 ; = /2017). La cotation du JB limousin de 600-650 kg suit la même trajectoire : elle s'est appréciée de 6 centimes sur la même période, à 2,79 €/kg (+1% /2018 ; +1% /2017). Le constat est plus mesuré pour les JB femelles (Charolaises comme Limousines) dont les prix sont restés stables, à respectivement 2,65 € et 2,91 €/kg, face à une offre un peu plus soutenue.



D'après la BDNI italienne, les effectifs de mâles de 1 à 2 ans présents en élevage restent toujours inférieurs aux années précédentes, mais il y a désormais un peu plus de stocks. Fin septembre 2019, le déficit n'atteignait plus que 11 000 têtes (-3% /2018).



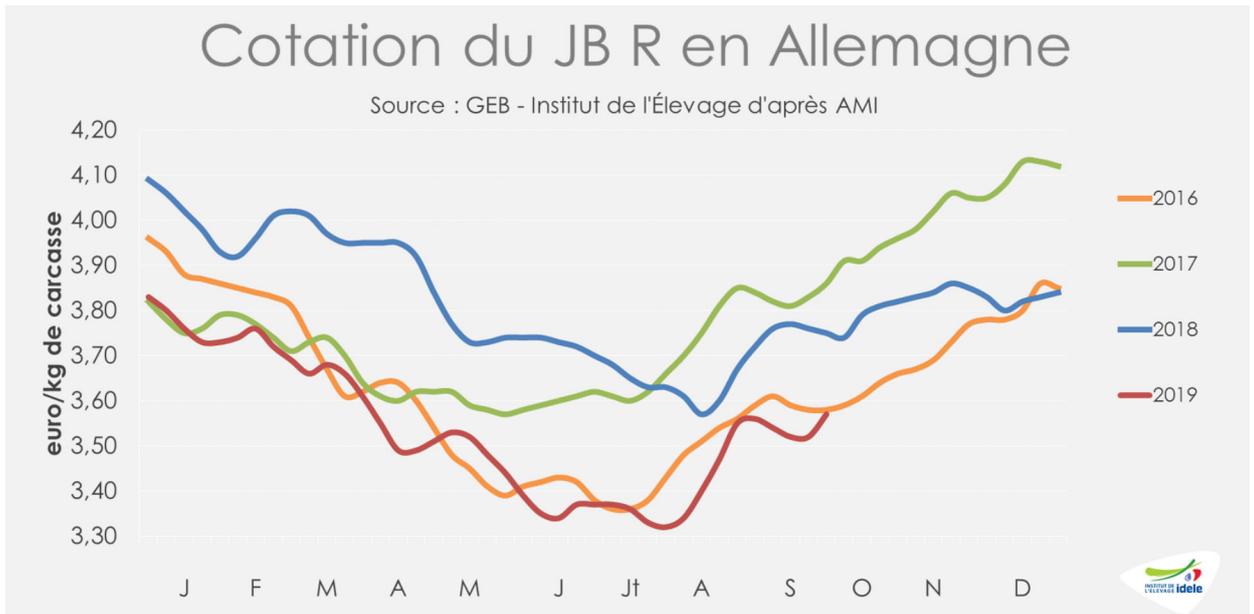
La consommation se tient toujours plutôt bien. D'après les données du panel ISMEA, les achats de viande bovine réfrigérée ont progressé au 1<sup>er</sup> semestre 2019 (+2% /2018 en volume ; +3% en valeur).

Sur la même période, les importations italiennes de viande bovine réfrigérée et congelée sont restées stables par rapport à l'année dernière, même si la France a de nouveau perdu des parts de marché notamment au profit de la Pologne, de l'Irlande ou encore de l'Espagne.

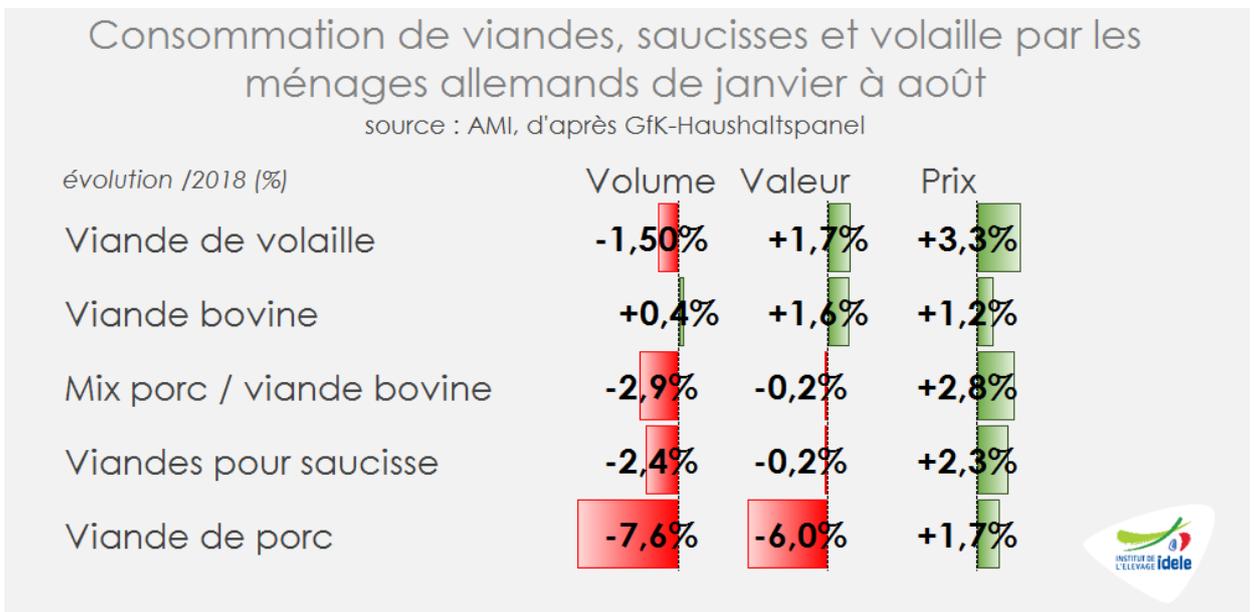
## ALLEMAGNE : la situation économique du pays pèse sur la consommation

En **Allemagne**, les abattages de jeunes bovins ont légèrement diminué. D'après l'indicateur hebdomadaire publié par AMI, le nombre de JB abattus sur les quatre semaines de septembre était en retrait de près de 7 000 têtes par rapport à l'année dernière (-8% /2018 ; = /2017).

Face à ces sorties plus limitées au cours des dernières semaines, les prix des jeunes bovins se sont légèrement redressés poursuivant leur remontée saisonnière. Celle-ci reste lente et chaotique, si bien que les cotations peinent à dépasser leur faible niveau de 2016, quelle que soit la conformation. En effet, à 3,57 €/kg de carcasse en semaine 39, la cotation du JB R est toujours nettement sous son niveau des deux années précédentes (-5% /2018 et -8% /2017) et n'atteint pas le niveau de 2016 (3,58 €/kg). Constat similaire pour les JB U et O qui s'établissent à respectivement 3,63 €/kg éc (-5% /2018 ; -8% /2017) et 3,26 €/kg éc (-6% /2018 ; -8% /2017).



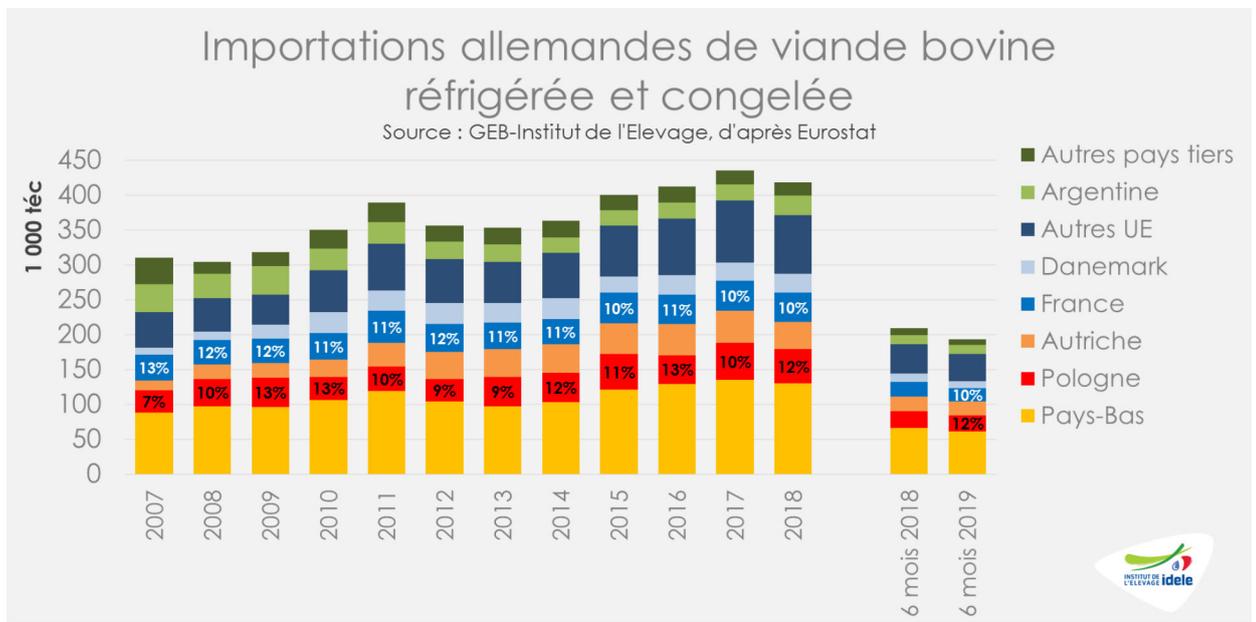
En effet, les prémices de récession, qui touchent l'Allemagne depuis plusieurs mois, freinent le pouvoir d'achat. Après plusieurs années de croissance continue, la consommation de viande est mise à mal et le sens de la courbe s'est inversé. D'après l'enquête par panel publiée par AMI, les achats de viande par les ménages allemands se sont contractés. Ce phénomène a été amplifié cette année par un été partiellement très chaud. Cependant, les achats de viande bovine dans les circuits de distribution classiques résistent. Mais les achats de viande bovine transformée (viandes pour saucisses, mix porc/bœuf) y sont en retrait.



En parallèle, la consommation de viande bovine calculée par bilan est en recul. Sur le premier semestre 2019, elle a atteint 577 000 téc (-2% /2018), soit un niveau équivalent à 2017, d'après les statistiques Eurostat.

En ce début d'automne, d'après les experts d'AMI, les opérateurs sont à la recherche de découpes de quartiers avant notamment pour la production de viande hachée et les pièces nobles sont négligées.

Face à cette situation, les importations allemandes poursuivent leur retrait entamé en 2018. Sur le premier semestre 2019, les importations de viande bovine réfrigérée et congelée ont chuté de -8% /2018, à 194 000 téc.

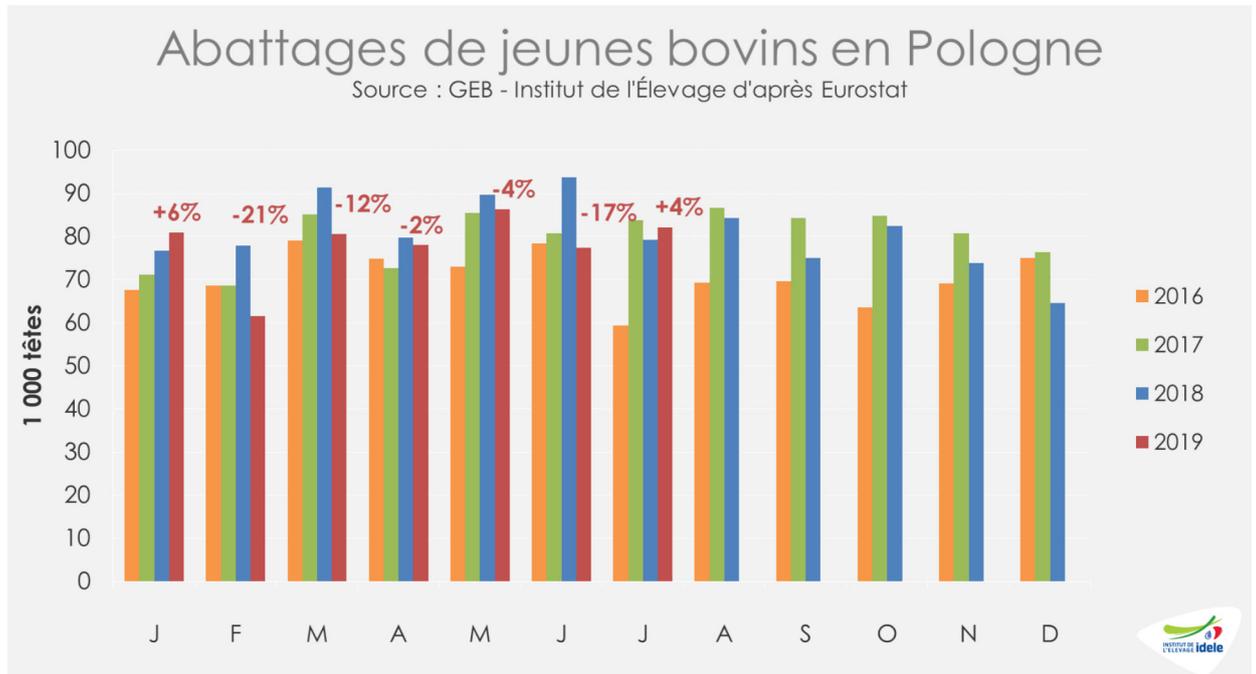


### POLOGNE : la fin des effets du scandale de janvier tarde à venir

En **Pologne**, le marché du JB peine toujours à se remettre des scandales qui ont touché l'industrie polonaise de la viande bovine en début d'année. Sur le 1<sup>er</sup> semestre, la demande à l'export en viande bovine polonaise s'est effritée : seulement 207 000 təc de viande bovine réfrigérée et congelée ont ainsi été expédiées (-8% /2018 ; -3% /2017).

Face à une demande européenne en berne, les abattages avaient nettement reculé, créant des files d'attente en ferme et une augmentation du poids des animaux abattus. Au 1<sup>er</sup> semestre, le poids des carcasses des JB polonais a ainsi progressé de 16 kg (+5% /2018).

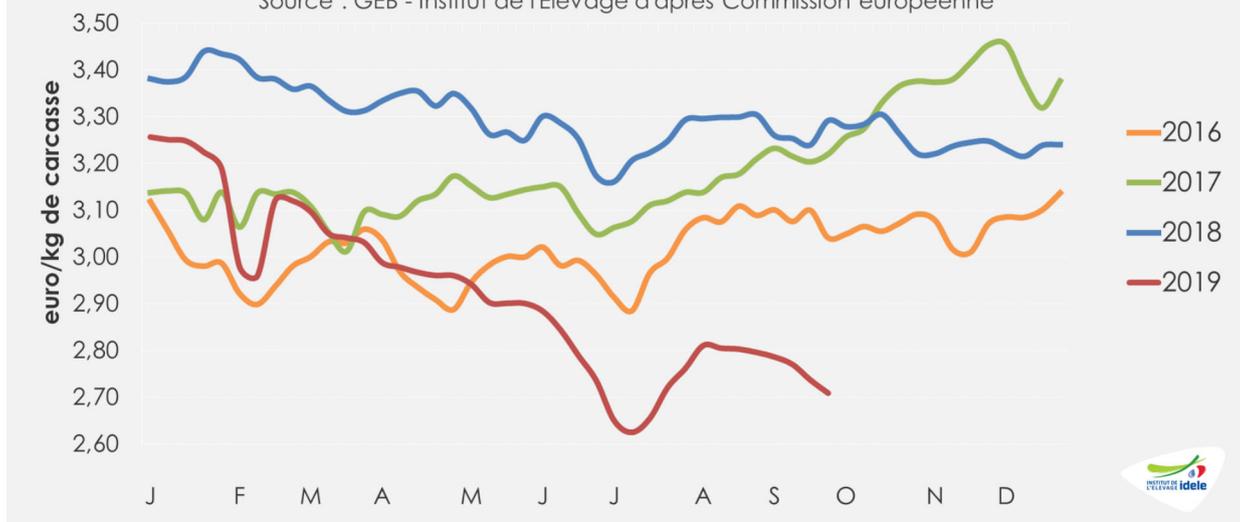
En juillet dernier, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis le début de la crise, les abattages de JB ont progressé par rapport à l'année précédente (+4% /2018).



Malgré quelques frémissements durant la période estivale, les cours des JB restent à la baisse. Ainsi, les cotations des JB O et R reculent à nouveau depuis le milieu du mois d'août. Sur les quatre dernières semaines, elles se sont repliées respectivement de 7 et 9 centimes pour s'établir à 2,71 €/kg éc (-18% /2018 et -16% /2017) et 2,78 €/kg éc (-17% /2018 et -17% /2017) en semaine 39.

## Cotation polonaise du JB O3

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



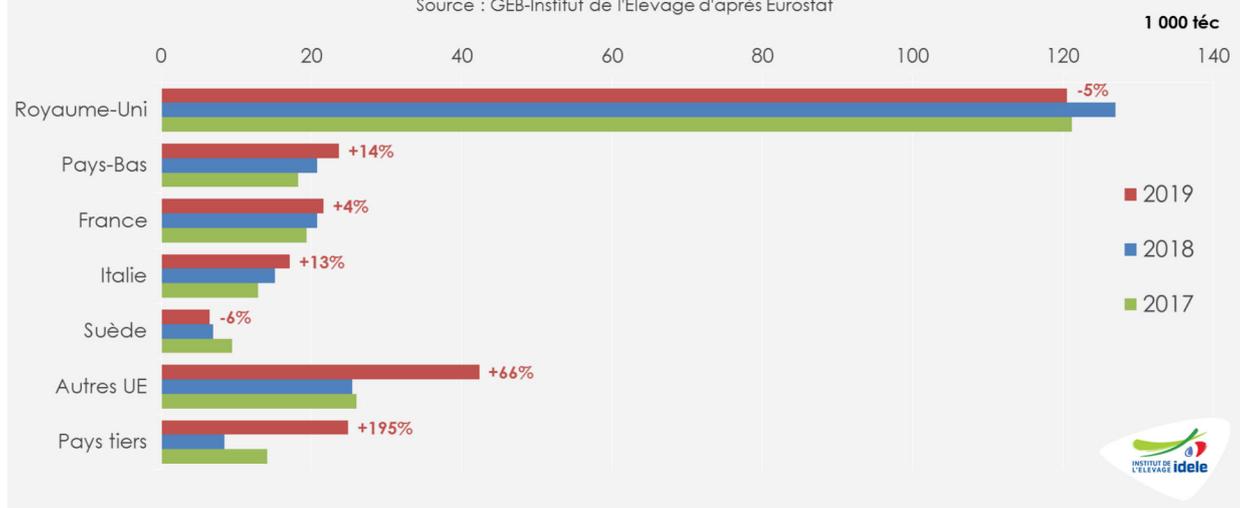
Les stocks présents en ferme n'incitent pas à l'optimisme pour les prochaines semaines.

### IRLANDE : les manifestations des éleveurs ont perturbé le marché

En Irlande, face aux menaces du *Brexit* sur le débouché des bœufs, de nombreux éleveurs produisent depuis plusieurs mois des JB à destination de l'Europe continentale. La filière irlandaise a cherché à diversifier sa clientèle. Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019, les exportations de viande bovine ont globalement progressé (+11% /2018 ; +8% /2017). Logiquement, le débouché britannique pour les viandes réfrigérées et congelées est en retrait (-5% /2018), contrairement à la plupart des autres débouchés.

### Destination des exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée de janvier à juin

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat



La situation des marchés bovins est dégradée depuis plusieurs mois et a amené les éleveurs à multiplier les manifestations, dont le blocage des abattoirs. Ainsi, les abattages de bovins se sont nettement réduits en semaines 36 et 37 d'après les statistiques hebdomadaires relevées par Bord Bia.

La cotation du JB R irlandais est pour le moment toujours au plus bas. D'après Eurostat, elle est restée stable sur les quatre dernières semaines à 3,28 €/kg de carcasse fin septembre, soit un niveau toujours nettement plus faible que les années précédentes (-9% /2018 et -12% /2017).

### ESPAGNE : les cours toujours à la peine

En Espagne, les mâles supplémentaires abattus suite à la perte du débouché turc pour le vif continuent de peser sur les cours. Face à cette offre étoffée fin 2018- début 2019, les cotations espagnoles ont souffert et peinent aujourd'hui à se redresser. Le cours du JB R a perdu 3 centimes en 4 semaines pour s'établir à 3,51 €/kg de carcasse fin septembre. Il reste nettement inférieur aux trois années précédentes (-7% /2018 ; -10% /2017 et -3% /2016).

# Cotation du JBR3 en Espagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ministère de l'Agriculture espagnol



Si le manque de débouchés pour cette production supplémentaire a pesé, le surplus d'abattages semble pourtant se tarir. Avec des mois de mai et juin en retrait (respectivement -2% /2018 et -9% /2018), les effectifs de jeunes mâles non castrés abattus au 1<sup>er</sup> semestre 2019 ont peu varié (-7 000 têtes, soit -1% /2018). Et les exportations de viande bovine espagnole réfrigérée et congelée ont nettement progressé sur la même période (+13% /2018) alors qu'une bonne partie des animaux étaient expédiés vivants en Turquie en 2018.

## Viandes bovines » Femelles » France »

### Prix dégradés malgré un marché fluide

Les cours des vaches laitières ont entamé leur baisse saisonnière à des niveaux inférieurs aux années précédentes. Les allaitantes semblent mieux résister. L'offre abattue est globalement en retrait, mais les imports continuent de progresser. La consommation se maintient.

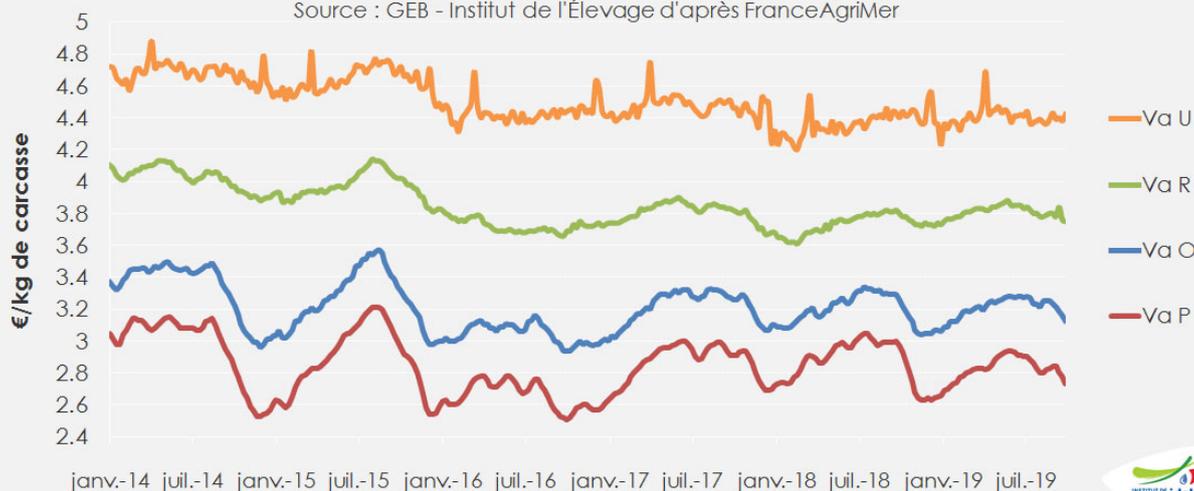
#### Prix des laitières sous pression

Malgré une offre française en retrait, les cotations des vaches laitières poursuivent leur baisse saisonnière à des niveaux inférieurs à ceux des années précédentes. La vache P cotait 2,73 €/kg de carcasse début octobre (-5% /2018 et -4% /2017) et la vache O 3,13 €/kg (-2% /2018 et -3% /2017). Il semble que le marché européen déprimé fasse pression sur le marché français, d'autant plus que les importations sont reparties à la hausse depuis plusieurs mois.

La pression est moins forte sur les meilleures conformations bien que les prix restent bas. La vache R cotait 3,75 €/kg début octobre (-1% /2018 et -2% /2017) et la vache U 4,42 €/kg (= /2018 et -2% /2017).

# Cotations françaises des vaches

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



## Abattages toujours en baisse

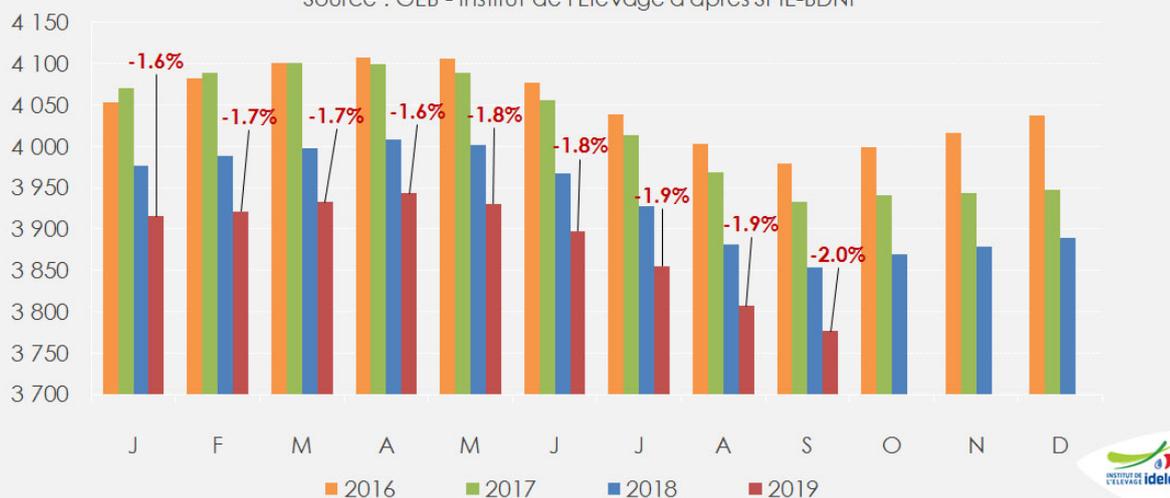
D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de gros bovins sur les 4 semaines finissant le 6 octobre ont enregistré une baisse de 4% par rapport à 2018. Ceux de vaches laitières sont restés en retrait (-3% /2018). En revanche, ceux de vaches allaitantes restent élevés (+1% /2018), de même que ceux de génisses de type viande (= /2018), alors même que le cheptel s'est déjà fortement réduit. Ceci laisse suggérer que la décapitalisation allaitante se poursuit.

## Décapitalisation

La décapitalisation allaitante s'accroît. Le cheptel de vaches allaitantes comptait 3,78 millions de têtes le 1er septembre, soit 2,0% de moins qu'un an plus tôt contre -1,8% au 1er juin. En effet, les entrées dans le troupeau restent très limitées. En août, la baisse des sorties (-13 000 têtes /2018) n'a compensé que la moitié de la baisse des entrées (-26 000 têtes).

# Vaches allaitantes présentes au 1<sup>er</sup> du mois

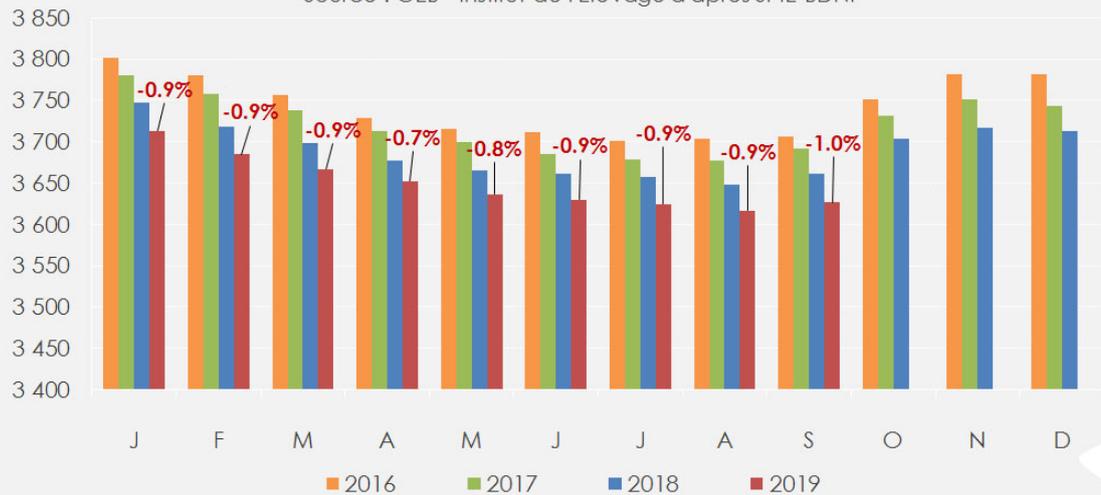
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



L'érosion du cheptel laitier s'est légèrement accentuée en août (-1,0% /2018 au 1er septembre contre -0,9% au 1er août). La baisse des réformes de vaches laitières est en ligne avec celle du cheptel, ce qui explique la régularité dans l'évolution des effectifs.

# Vaches laitières présentes au 1<sup>er</sup> du mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



## Plus de viande importée

Les importations françaises de viande bovine ont totalisé 197 000 tonnes équivalent carcasse (téc) sur les 7 premiers mois de l'année (+4% /2018 et +8% /2017), dont 123 000 téc de viande réfrigérée (+5% /2018 et 2017), 59 000 téc de viande congelée (= /2018 ; +11% /2017) et 14 000 téc de viande transformée (+14% /2018 ; +36% /2017). L'Irlande a fourni le gros des volumes supplémentaires : 34 000 téc de viande réfrigérée et congelée, soit +15% /2018 et +13% /2017. L'offre pléthorique en Irlande depuis l'automne 2018 et les perspectives du *Brexit* ont alimenté ces flux (voir l'article sur les femelles en Europe). L'Allemagne a expédié 30 000 téc de viande réfrigérée et congelée (+2% /2018 et +6% /2017) en raison d'une consommation nationale en retrait et de prix particulièrement compétitifs (-9% pour le prix moyen de la viande réfrigérée achetée par la France sur les 7 premiers mois de l'année).

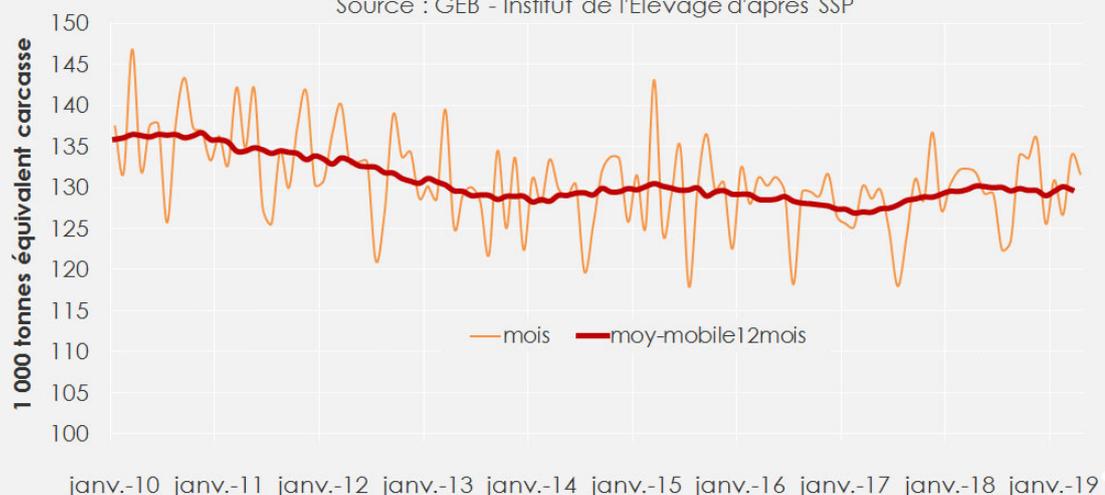
Les achats à la Pologne ont en revanche reculé de 24% à 15 000 téc, les 2 scandales sanitaires de fin janvier et début juin ayant fait chuter la demande française pour cette viande. Les fournisseurs italiens et espagnols sont par conséquent revenus en force sur le marché français, avec notamment une offre de steaks hachés surgelés bon marché pouvant remplacer l'offre polonaise. Les achats à l'Italie ont progressé de 12% à 10 000 téc, dont 4 000 téc de congelé (+16%) et ceux à l'Espagne de 8% à 11 000 téc, dont 6 000 téc de congelé (+24%).

## La consommation française se maintient

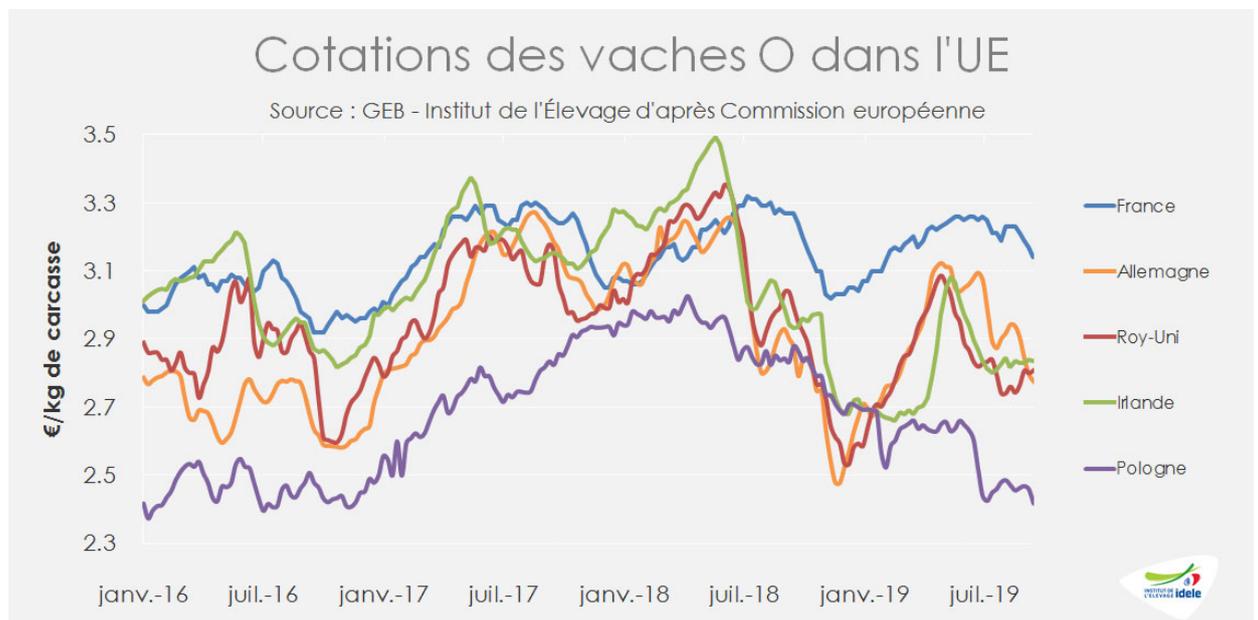
D'après le SSP, les disponibilités de viande bovine consommables en France sur les 7 premiers mois de l'année ont totalisé 902 000 téc (-0,6% /2018 et +2,2% /2017).

## Consommation de viande bovine en France calculée par bilan

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP



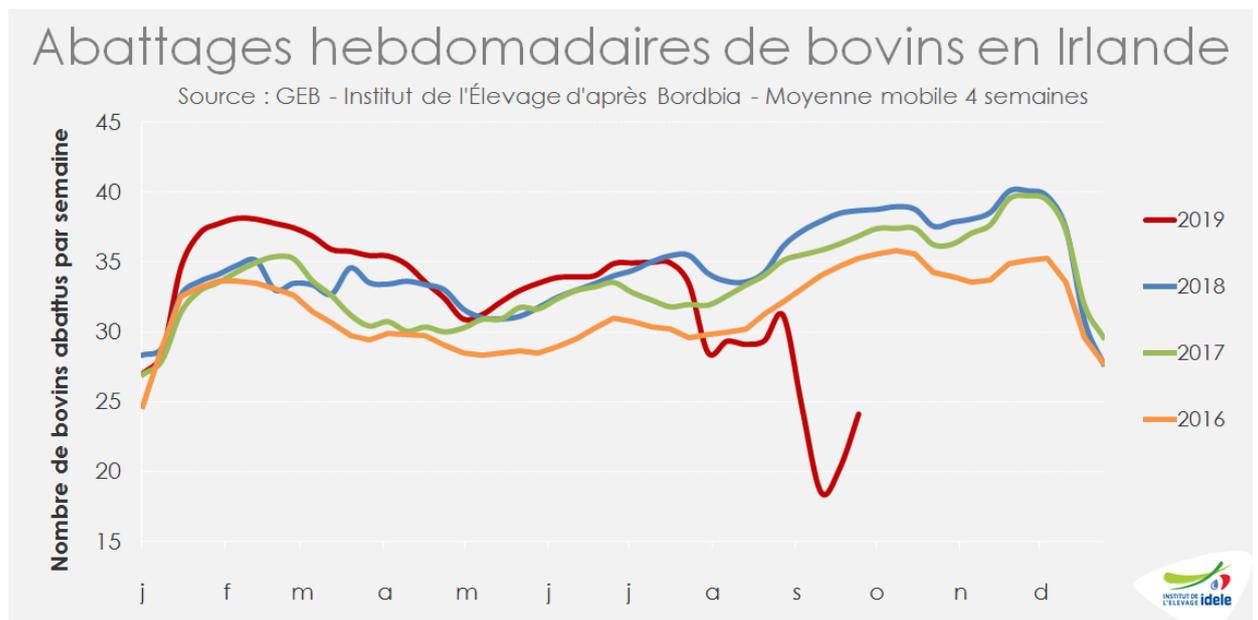
Les cours restent bas, malgré des réformes ralenties. La perspective d'un Brexit dur fait craindre le pire à la filière irlandaise. En Pologne, le marché des réformes reste en berne en raison des 2 scandales ayant affecté la filière cette année.



#### IRLANDE : reprise des abattages après un été houleux

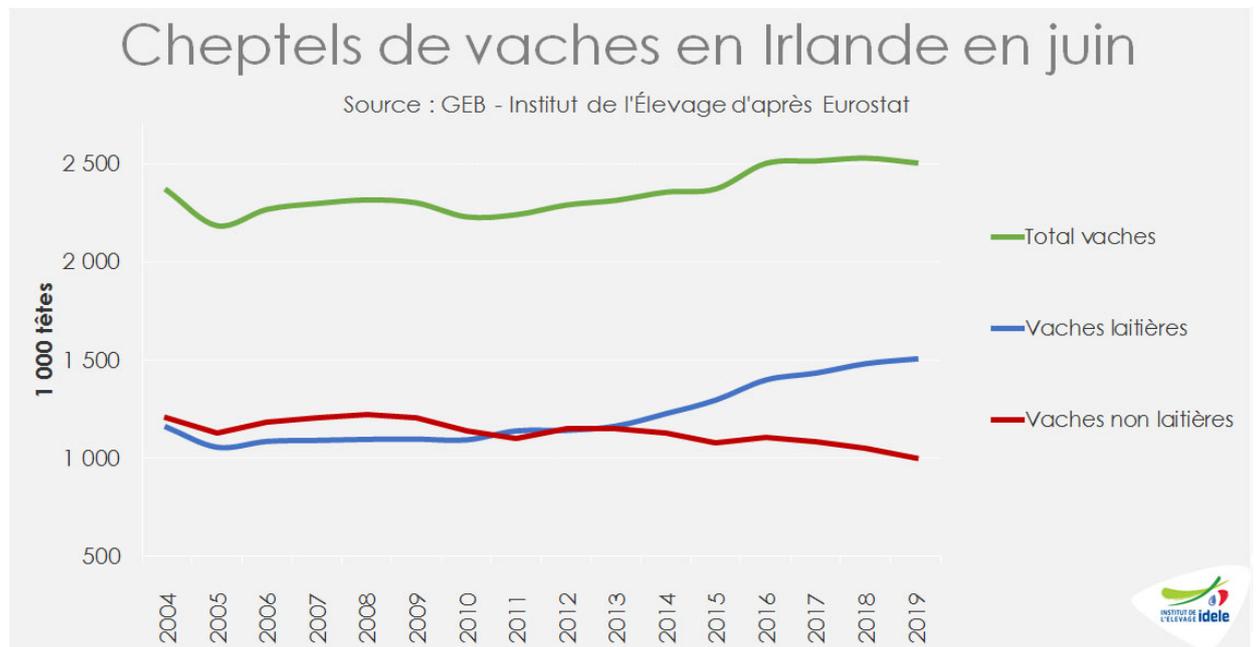
En Irlande, après 2 mois de discussions houleuses entre éleveurs et abatteurs (voir l'ambiance dans cette vidéo de arte) et 2 séries de blocages de sites de transformation par les éleveurs, les abattages ont repris fin septembre. Un accord semble avoir été trouvé, avec un système de bonus pour les animaux entrant dans la cible des abatteurs (bœufs et génisses de moins de 30 mois de conformation 0= à U+ et d'état d'engraissement 2+ à 4=). Dans la foulée, Kepak a édité une grille de malus pour les animaux en dehors de la cible, notamment pour les animaux trop lourds ou trop légers. Mais cela ne semble pas avoir fait réagir les éleveurs.

D'après les chiffres du ministère de l'Agriculture, sur les 2 semaines de septembre les plus impactées par les blocages (semaines 37 et 38), seuls 22 000 bovins ont été abattus, contre 59 000 sur les mêmes semaines de 2018. Les 2 semaines suivantes sont revenues à la normale (75 000 têtes contre 78 000 en 2018). Toutefois, la priorité a été donnée aux génisses, bœufs et taurillons et les abattages de vaches sont donc restés ralentis. Sur les 4 dernières semaines, les abattages de vaches affichent un recul de 50% par rapport à 2018, ceux de génisses de 30%, ceux de bœuf de 36% et ceux de taurillons de 39%.



Les craintes de la filière irlandaise sont fortes autour du Brexit, l'Irlande exportant 90% de sa production de viande bovine, et 60% vers le Royaume-Uni. Dans le cas d'un No deal, la viande irlandaise serait très fortement dépréciée, sans compter que les flux pourraient être momentanément ralentis par la mise en place des contrôles. Les opérateurs irlandais se préparent à cette éventualité depuis de longs mois en cherchant d'autres débouchés pour leur viande. Les flux commencent à être réorientés vers l'Europe continentale. Sur le 1er semestre 2019, l'Irlande a exporté 200 000 téc de viande bovine réfrigérée (+9% /2018), dont 98 000 téc vers le Royaume-Uni (-3% /2018), 21 000 téc vers les Pays-Bas (+17%), 18 000 téc vers la France (+8%) et 17 000 téc vers l'Italie.

Les difficultés structurelles dans le secteur bovin viande, face à un secteur laitier où les revenus sont très largement supérieurs, continuent de modifier la structure du cheptel de vaches. Dans la dernière enquête en date de juin, le cheptel irlandais de vaches allaitantes est passé sous la barre du million de têtes, à 999 700 têtes (-4,6% /2018), alors que celui de vaches laitières passait la barre des 1,5 million de têtes (+1,6% /2018).



## POLOGNE : les réformes devraient s'accélérer

En Pologne, les prix des vaches restent déprimés. L'image de la viande polonaise s'est dégradée fin janvier suite au scandale de la viande commercialisée issue de vaches malades, puis courant juin avec les révélations sur des opérations frauduleuses visant des steaks hachés distribués à des associations humanitaires. Les cotations sont donc au plus bas et continuent de baisser. La cotation de la vache O polonaise est tombée à 2,42 €/kg de carcasse fin septembre (-16% /2018 et -14% /2017).

En effet les réformes s'accélèrent avec l'entrée dans l'automne, d'autant plus qu'elles avaient été considérablement contenues depuis le début de l'année en raison de l'effondrement de la demande européenne.

Sur les 7 premiers mois de l'année, la Pologne a abattu seulement 300 000 vaches laitières (-11% /2018 et -8% /2017), ce qui laisse penser que les réformes de l'automne devraient être particulièrement dynamiques.

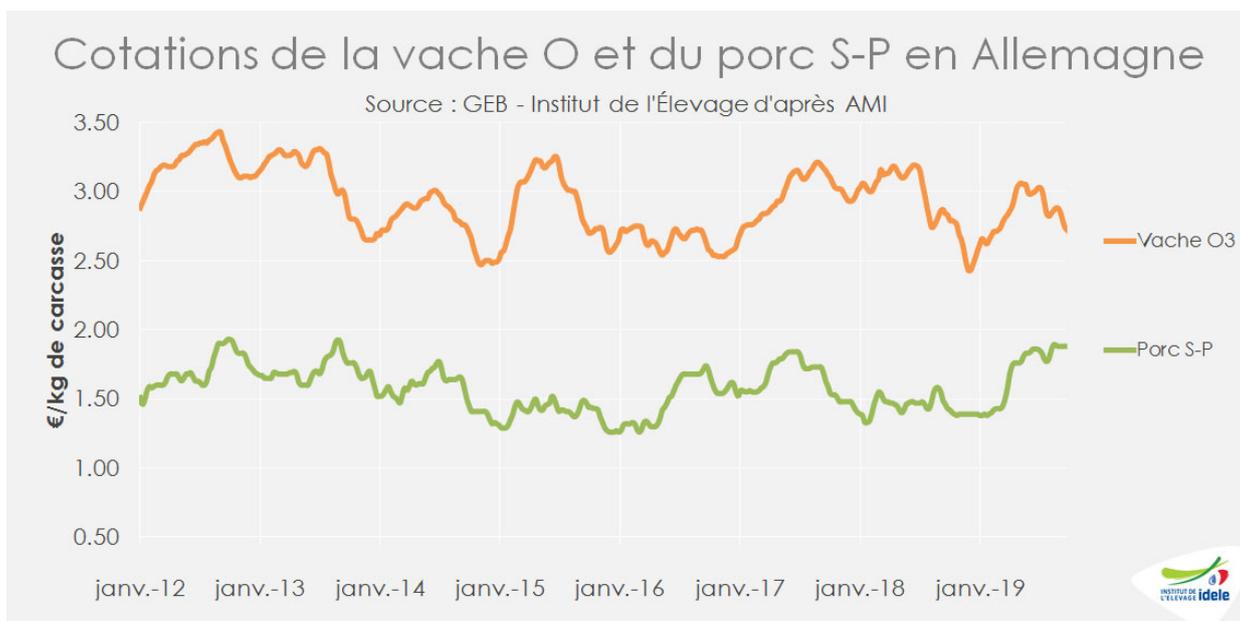
# Abattages de vaches en Pologne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat



## ALLEMAGNE : baisse des volumes et des prix

En Allemagne, les abattages restent contenus par rapport aux années précédentes (-7% /2018 en septembre). Pour autant, la baisse saisonnière des cours, liée aux sorties d'automne, est particulièrement marquée alors même que le prix du porc est au plus haut depuis 2013. La baisse de la demande allemande et plus largement européenne et la concurrence accrue de la viande irlandaise font pression sur les cours. La vache O cotait ainsi 2,72 €/kg de carcasse fin septembre (-4% /2018 et -13% /2017) et la vache P 2,95 €/kg (-4% /2018 et -12% /2017).



## Viandes bovines » Maigre » Les cours se stabilisent

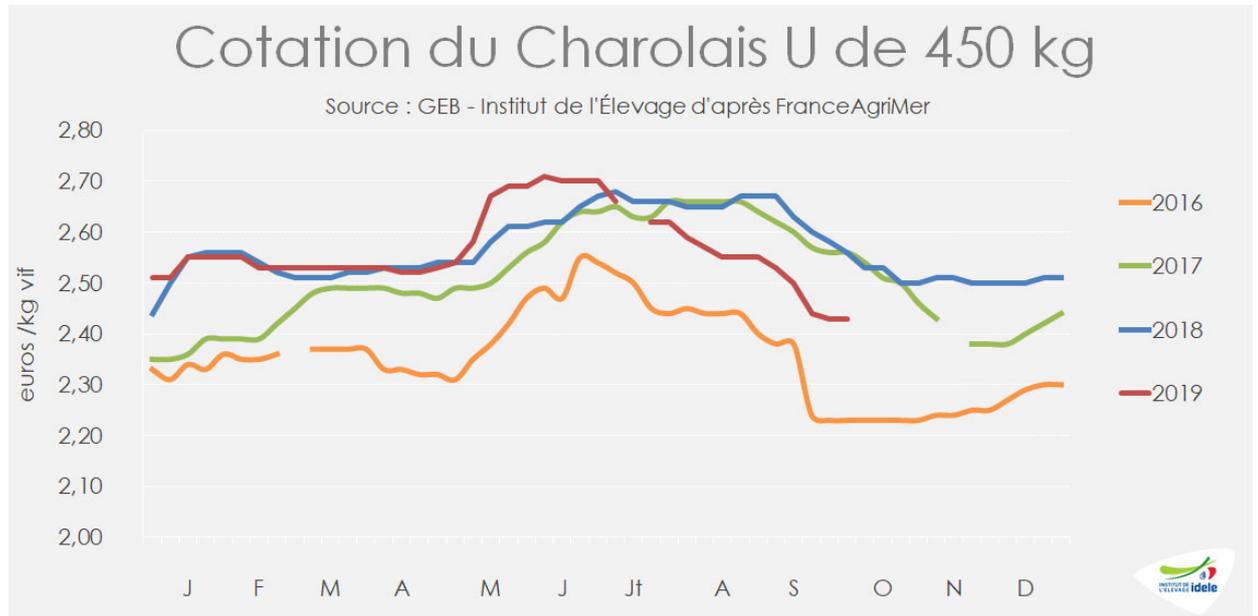
La baisse des cours entamée en juillet a freiné début octobre. Le pic des sorties de la rentrée a rencontré une demande modérée. Les naissances en repli depuis janvier devraient induire une offre limitée et une stabilisation des prix dans les prochaines semaines.

### Les cours ont baissé à la rentrée

Plutôt élevés et stables en début d'année, les cours des gros bovins maigres ont reculé depuis juillet, en particulier pour les animaux moins demandés, moins conformés. En France, les incertitudes sur la récolte de maïs imputable à la sécheresse et le marché morose du JB ont incité les engraisseurs à la prudence dans la mise en place des brouards. Avec une consommation plutôt dynamique, le marché italien du gras se porte mieux, mais a connu un léger ralentissement des mises en place à la sortie de l'été.

Le Charolais U de 350 kg, plutôt destiné au marché français, cotait 2,59 €/kg de carcasse (kg éc) en semaine 40, soit -4% /2018, mais quasi stable par rapport à la semaine 38. Début octobre, le Charolais U de 450 kg, plutôt destiné au marché italien, cotait 2,43 €/kg éc, soit 13 cts de moins qu'en 2018 (-5%). Son prix s'est néanmoins maintenu ces 3 dernières semaines. La cotation des Croisés U de 300 kg était en repli de -16 cts à 2,73 €/kg éc tandis que les Limousins tiraient leur épingle du jeu avec 3,12 €/kg éc, stables depuis fin août et en hausse de +8 cts par rapport à 2018 (+3%).

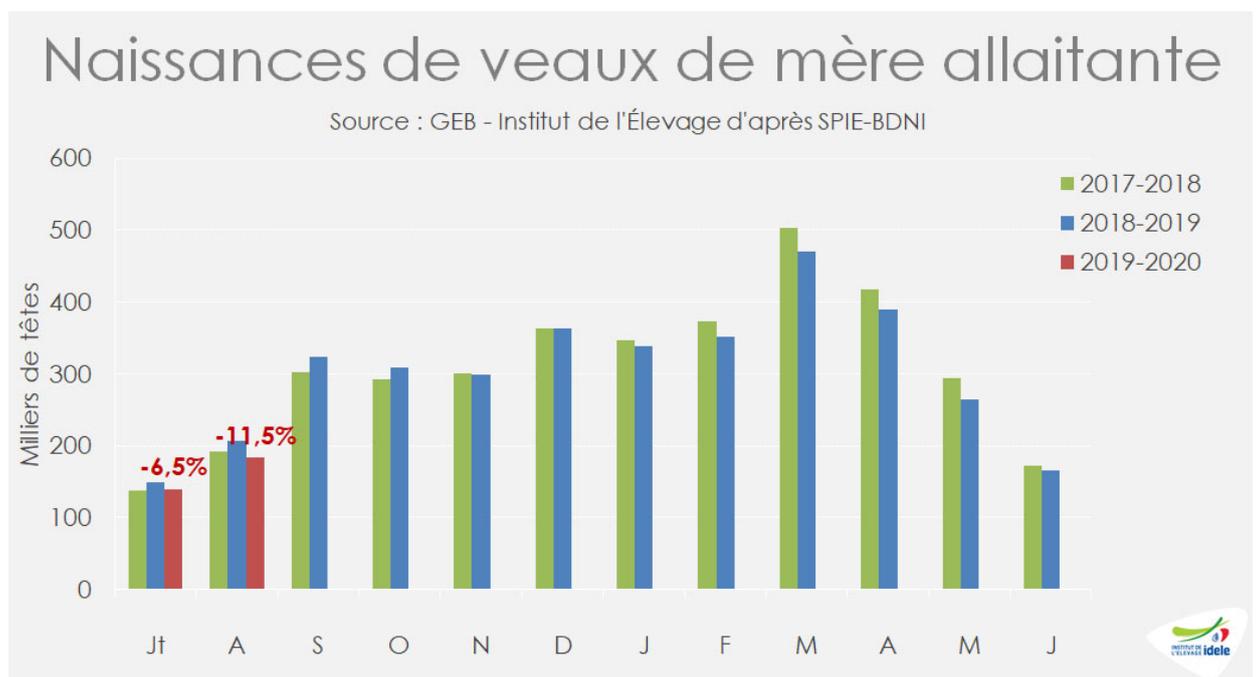
Les cours des femelles se sont stabilisés depuis un mois après une baisse modérée (-2% /2018) : à 2,77 €/kg éc en semaine 40 pour la Limousine E de 270 kg et 2,60 €/kg pour la Charolaise U de 270 kg. La demande italienne pour les femelles commencerait à plafonner après des années d'expansion. La consommation de scottona (génisse) stagne et la rentabilité de leur engraissement se rapprocherait de celle des mâles.



## Vers une offre réduite au 2<sup>nd</sup> semestre

Passé le pic des sorties de la rentrée, le marché du maigre devrait se fluidifier en novembre avec une offre limitée. Au 1<sup>er</sup> septembre, les stocks de mâles allaitants de 6-12 mois étaient supérieurs de +2,5% aux très bas effectifs de 2018, mais en repli de -6,5% /2017. Avec 737 000 têtes, les mâles de 0-6 mois étaient moins nombreux qu'en 2018 (-6,5%).

Depuis janvier, 2,3 millions de veaux de mère allaitante sont nés, soit 6,5% de moins qu'en 2018 sur la même période. Les naissances ont chuté de -11,5% au mois d'août, et la diminution du cheptel de mère de -2% au 1<sup>er</sup> septembre n'explique qu'une partie de la baisse.



## Ralentissement des envois en août

En août, les expéditions de bovins de 4 à 16 mois ont diminué de -5% /2018. Les envois français ont totalisé 735 000 têtes sur 8 mois, soit +1,5% /2018. Depuis le début d'année, les envois de femelles ont progressé de 7,5%, atteignant 264 000 têtes, tirés par la demande italienne, le premier débouché des broutards français. A l'inverse, la France a envoyé 472 000 mâles, soit -1,3% /2018. Sous l'effet de la conjoncture morose des JB, la demande espagnole s'est réduite et les prix pratiqués sont inférieurs aux tarifs italiens.

Sur les pays tiers, les envois estivaux ont été stoppés par la canicule. Pénalisés par un arrêté ministériel en juin, les opérateurs ont préféré retarder les envois: seuls 500 animaux ont été expédiés en août, vers l'Algérie. Sur 8 mois, les achats de ces pays ont totalisé 41 000 têtes, soit +21% /2018, dont 85% vers l'Algérie avec des importations battant tous les records. La pérennité de ce dernier débouché interroge vu les troubles politiques et le risque bancaire identifié par les banques françaises il y a quelques semaines puis démenti. Toutefois, le marché ne semble pas avoir été impacté par ces événements depuis le début d'année.

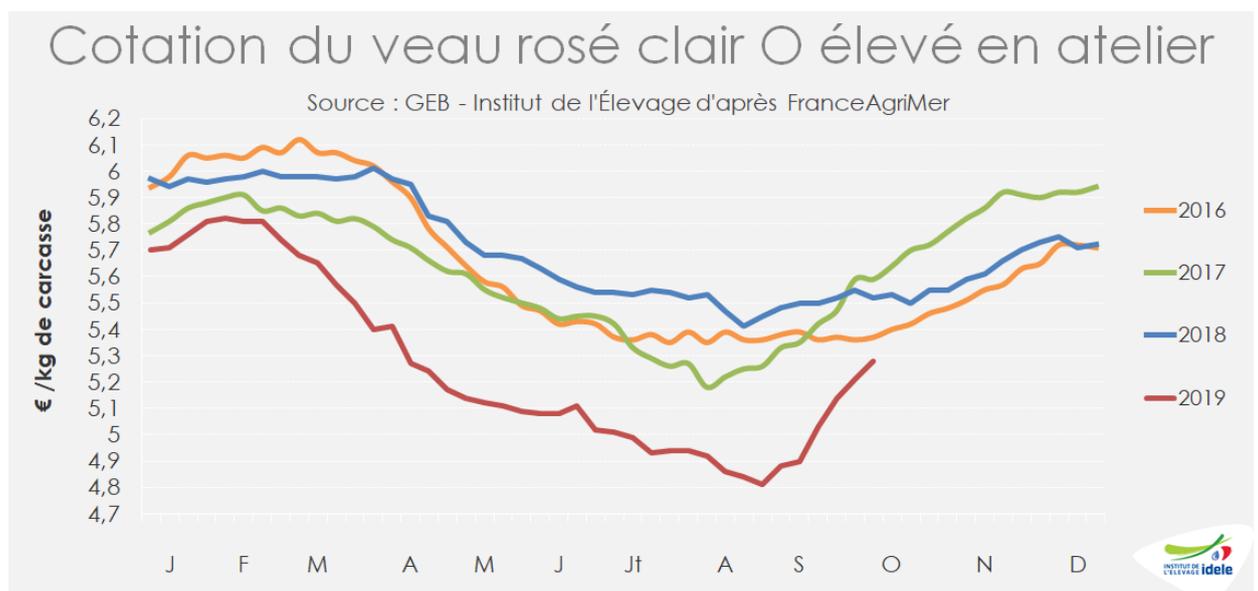
En septembre, les achats auraient repris avec un peu de retard, mais les effectifs devraient s'approcher de ceux de l'année passée. Ce sont plutôt les disponibilités limitées annoncées en fin d'année qui pourraient impacter le marché.

## Viandes bovines » Veaux de boucherie » Basculement brutal du marché

La cotation française du veau de boucherie rosé clair O poursuit sa remontée spectaculaire amorcée fin août. La situation est similaire ailleurs en Europe : partout les professionnels espèrent que cette situation se prolongera à l'entrée de l'hiver pour compenser une partie des pertes accumulées depuis mars.

### +10 centimes par semaine

Depuis la semaine 34 (19 au 25 août 2019), la cotation française du veau O rosé clair élevé en atelier a progressé de 47 centimes. A 5,28 €/kg en semaine 40, elle se rapproche des années précédentes à -4% ou -24 centimes /2018 et -5,5% ou -31 centimes /2017. La cotation du veau R rosé clair progresse moins vite : +32 centimes depuis la semaine 34. A 5,78 €/kg elle reste en deçà des années précédentes à -6,5% ou 41 centimes /2018 -3,5% ou -20 centimes /2017.



Le marché est aussi orienté fortement haussier aux Pays-Bas. La cotation du veau de boucherie pie noir s'affichait à 4,30 €/kg éc en semaine 36 (dernière connue), soit +40 centimes en 4 semaines, mais -4% par rapport à 2018 et 2017. Dans l'attente de la mise à jour de cette donnée, tous les observateurs du marché s'accordent à dire que le commerce est resté dynamique et largement haussier. En semaine 40 la cotation devrait avoir retrouvé son niveau de 2018.

# Cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO



## Le jeu de l'offre et de la demande

Ce renversement de la conjoncture du veau de boucherie en Europe n'est pas une rupture dans les fondamentaux du marché. Il s'explique avant tout selon les experts par le fort repli de l'offre, notamment en France où les opérateurs, très affectés par la crise du secteur qui dure depuis fin 2018, ont réalisé des mises en place très prudentes au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019. Cette prudence permet aujourd'hui de soutenir les cours du veau grâce à une relative rareté. Elle est en outre concomitante avec les mises en avant du festival du veau. Cette action de promotion interprofessionnelle apporte un soutien important à la consommation, le veau est en effet un produit très sensible aux actions de mise en avant. Le redressement des cotations devrait ainsi se poursuivre encore quelques semaines avant de se stabiliser jusqu'en 2020.

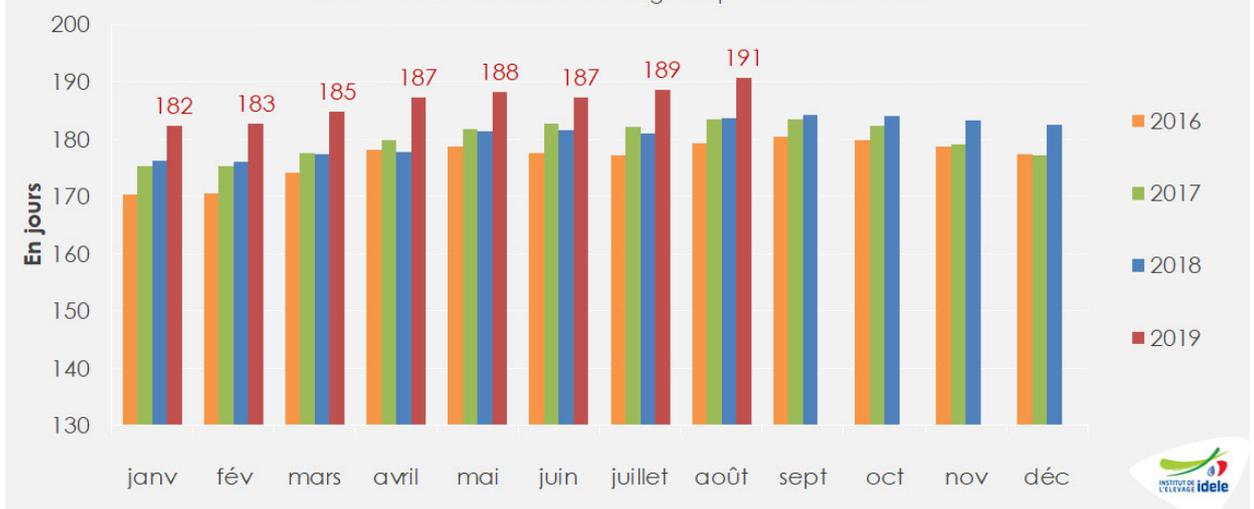
## Vers un nouveau record des poids carcasse

Le redressement actuel du marché s'accompagne d'un repli des poids carcasse et de l'âge à l'abattage des veaux finis, déjà sensible en septembre. Cependant les dernières données disponibles sont encore marquées par l'intense crise de 2019. En août dernier, le poids moyen des carcasses de veaux abattus en France a atteint 148,8 kg éc, soit +3,5 kg /2018. Sur janvier-août, il s'élève à 147 kg éc (+ 3 kg / 2018), soit un alourdissement 3 fois plus rapide que le rythme moyen annuel observé depuis 2008.

L'âge moyen des veaux abattus en septembre a probablement reculé d'une année sur l'autre. En août, il a dépassé pour la 1<sup>ère</sup> fois les 190 jours à 191 jours, soit 1 semaine de plus qu'en 2018. En moyenne sur janvier août l'âge moyen des veaux abattus en France était de 186 jours soit 7 jours de plus qu'en 2018. Selon les données de la BDNI, les veaux vieillissaient en moyenne de 2 jours par an seulement depuis 2008.

# Age à l'abattage des veaux gras

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev



## Vers un repli marqué des abattages de veaux en France

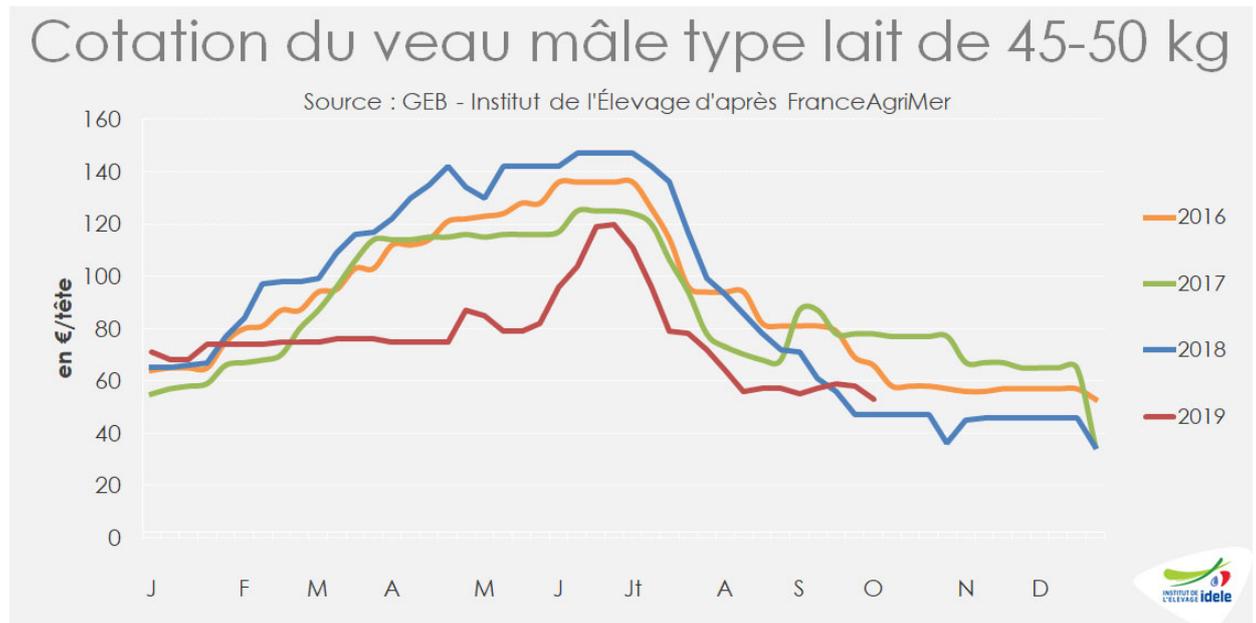
825 500 veaux ont été abattus entre janvier et août 2019 en France, un total en léger recul par rapport à 2018 et 2017 (-0,5%) qui devrait s'accroître. La crise du secteur a provoqué un repli marqué des mises en place par les intégrateurs et malgré des naissances de veaux laitiers en baisse (-71 000 têtes/2018 sur janvier-août 2019), les exportations de veaux naissants ont progressé (voir article veaux naissants). On peut donc s'attendre à un recul marqué de la production de veau pour la fin d'année 2019 en France.

### Viandes bovines » Veaux nourrissons » Marché saturé

Malgré des exportations dynamiques, les cours des petits veaux seront au plancher au moins jusqu'en janvier.

#### Les cotations au plancher

Le marché des veaux nourrissons connaît une année extrêmement difficile. Le redressement saisonnier des cotations, qui intervient habituellement au 2<sup>nd</sup> trimestre, a cette année été presque inexistant. Il a débuté en juin et la cotation a brutalement rechuté dès juillet pour atteindre rapidement un plancher. En semaine 40, le veau de type laitier de 45-50 kg cotait 53 € par tête. Les veaux de qualité trouvent preneurs à petit prix, mais les animaux chétifs, plus âgés ou issus de races à faible potentiel restent souvent sans acheteur.

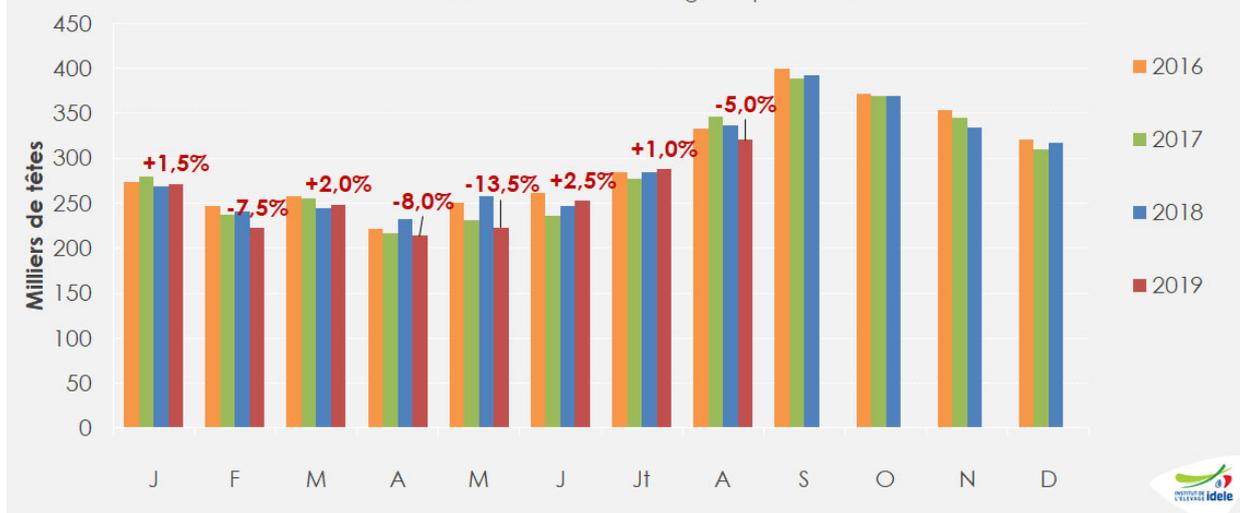


#### L'offre atteint son pic annuel

L'effondrement des cotations s'explique avant tout par l'abondance de l'offre. Un peu moins de 60% des veaux de mère laitière naissent au 2<sup>nd</sup> semestre avec un pic marqué en septembre (11% des naissances de l'année) ce qui provoque chaque année un alourdissement des cotations à l'automne.

# Naissances de veaux de mère laitière

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI



## Les débouchés français en berne

La filière veau de boucherie valorise environ 60% des mâles nés de mère laitière en France. La demande des intégrateurs se replie habituellement en novembre. En effet les veaux mis en place en novembre sont en moyenne abattus en avril, soit la fin de la période de consommation hivernale. Cette baisse de la demande, qui intervient en plein pic des vêlages, provoque un encombrement saisonnier du marché des veaux naissants. En 2019, la situation est aggravée par la crise que subit la filière du veau de boucherie. L'effondrement des prix du 1<sup>er</sup> semestre 2019 incite les intégrateurs à limiter fortement leur production pour 2020, ce qui réduit d'autant la demande en veaux nourrissons.

Cette situation s'ajoute au net repli de la production de bœufs et de JB laitiers qui valorisent environ 30% des veaux mâles (estimation 2018, -22% /2015). Cette chute de la production s'amplifie depuis la fin des quotas qui a permis aux éleveurs laitiers d'augmenter leur cheptel souvent au détriment des ateliers d'engraissement annexes.

## Les records à l'export ne suffisent pas

Faute de demande en France, une part croissante des veaux est orientée à l'export. En août 2019, la France a exporté 20 000 veaux laitiers (+4,5% /2018) portant à 141 700 l'effectif total depuis janvier (+7% /2018, +37% /2017). Selon les premières remontées d'informations les exportations devraient dépasser largement les 30 000 têtes en septembre.

Plus de 90% des veaux sont exportés vers l'Espagne. Les engraisseurs espagnols sont organisés pour le sevrage des veaux. Ils produisent des JB laitiers jeunes à partir de veaux bon marché et obtiennent de meilleures marges avec les JB laitiers qu'avec les JB allaitants.

## La situation est particulièrement difficile,

L'export qui capte désormais plus de 10% des mâles laitiers se développe surtout grâce aux prix très bas. Il n'existe donc pas de débouchés capables de suppléer le repli de l'engraissement de veaux de boucherie sans dégradation du prix des veaux en ferme. Les cotations devraient rester très dégradées au moins jusqu'en janvier, mais plus probablement au-delà. La remontée des prix dépendra de la demande de la filière veau de boucherie qui pourrait s'intensifier à partir d'avril pour des veaux à sortir en septembre 2020.

# La collecte européenne croît de nouveau

Pour la seconde année de suite, l'été a été très chaud et sec sur une partie de l'Europe. L'impact sur les élevages a cependant été moindre, permettant à la production laitière européenne de renouer avec une faible croissance.

Face à une offre contenue dans les grands bassins exportateurs, les marchés des produits laitiers semblent bien orientés, à l'exception de la poudre de lactosérum. Mais plusieurs nuages pointent à l'horizon, comme le Brexit ou les droits de douanes étatsuniens sur les produits laitiers européens.

Lait de vache » Collecte laitière »

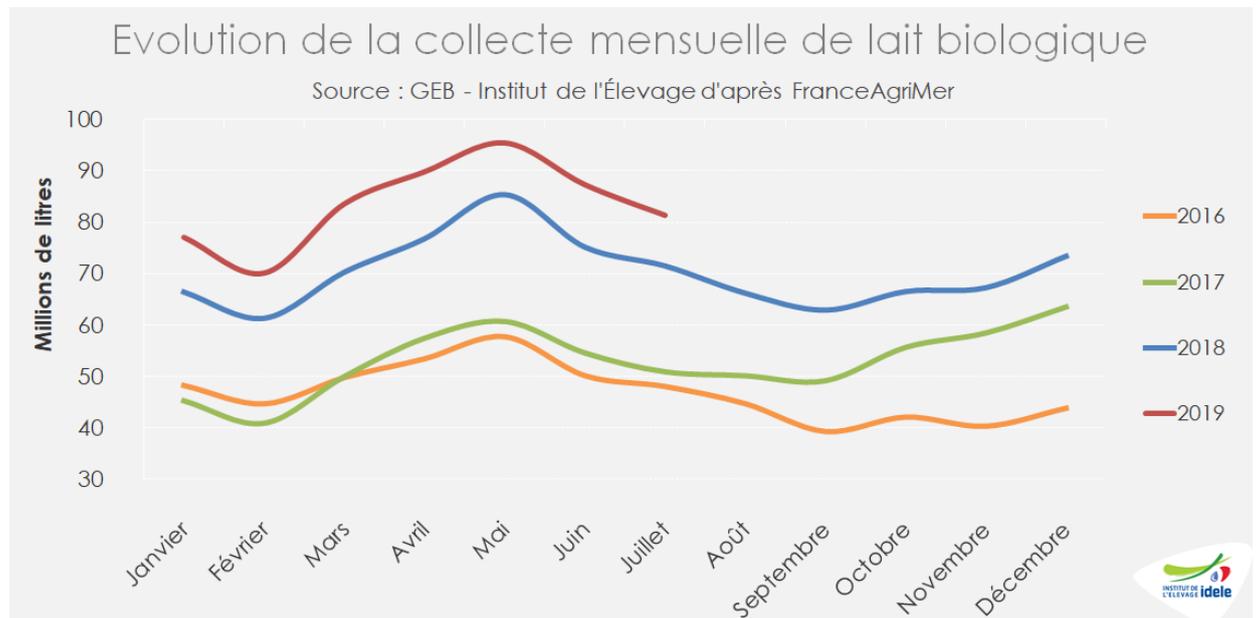
## Collecte et transformation de lait bio toujours dans le vert

Le marché du lait biologique est toujours dynamique. Malgré des conversions très nombreuses en 2016 et 2017, l'afflux de lait supplémentaire s'écoule sans heurt. La contribution de certains opérateurs à modérer la croissance au printemps n'y est sans doute pas étrangère non plus, à l'image de la régulation des volumes mise en place par le groupement de producteurs Biolait, principal collecteur de lait bio français. Le prix du lait s'apprécie légèrement, signe d'une demande intérieure ferme et toujours supérieure aux disponibilités.

### La collecte poursuit sa croissance, le nombre de livreurs tend lui à se stabiliser

Après la hausse exceptionnelle de 2018 (+207 ML /2017, soit +33%), la collecte nationale de lait biologique demeure dynamique en 2019. En cumul fin juillet, elle s'établissait à 585 millions de litres d'après FranceAgriMer, soit une croissance de +15% d'une année sur l'autre. Elle représente désormais plus de 4% de la collecte nationale de lait de vache sur la même période.

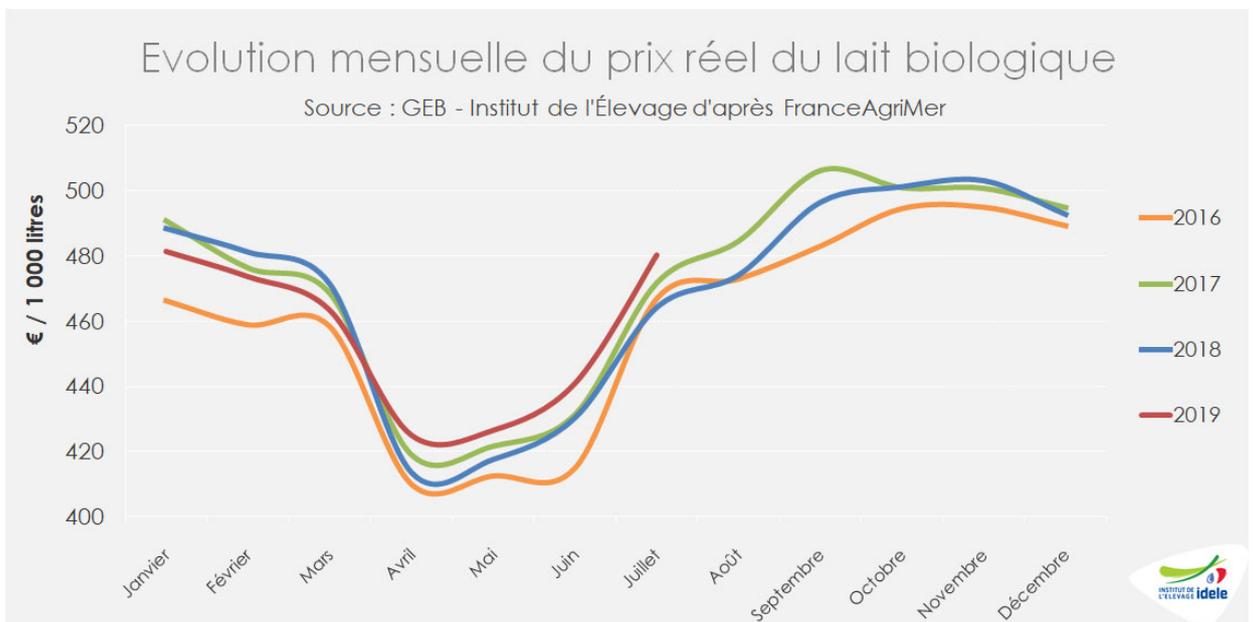
Toujours d'après l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer, le nombre de livreurs semble se stabiliser depuis le second trimestre 2019 aux environs de 3 500 livreurs, soit près de 7% des livreurs de lait de vache, après s'être fortement accru depuis décembre 2016 (2 225 soit 3,9% des livreurs totaux de lait de vache).



### Des prix du lait biologique finalement d'une grande stabilité

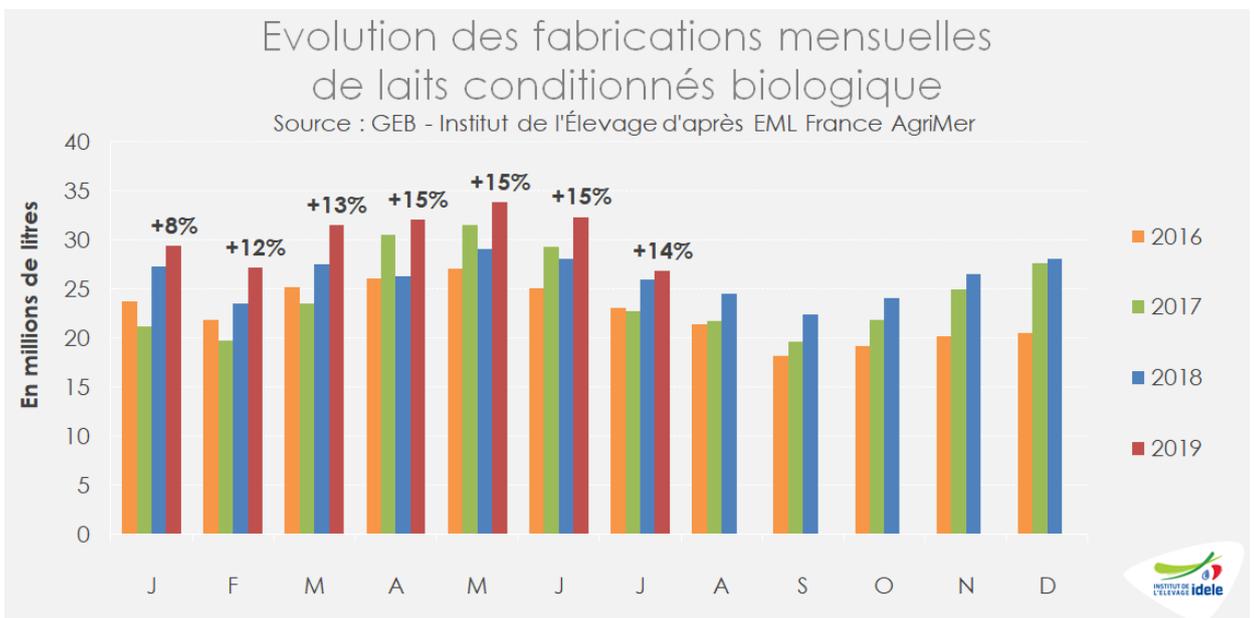
Sur le premier trimestre 2019, le prix du lait biologique s'établissait plutôt en retrait par rapport à ses niveaux de 2018 (entre -7 et -8 €/1 000 litres). Malgré le très fort pic saisonnier de collecte, il a connu une baisse saisonnière moins marquée que les printemps précédents. Depuis avril, le prix du lait biologique se situe environ 10 € au-dessus du niveau de l'an passé et également au-dessus de son niveau de 2017. En juillet, à 480 €/1 000 litres, il se situait même 16 € au-dessus de son niveau de l'an passé.

Le prix du lait biologique se caractérise par une forte saisonnalité intra-annuelle, avec des amplitudes de plus 80 €/1 000 litres entre le printemps et l'automne. En revanche le prix moyen glissant 12 mois (pondéré par la collecte) est d'une grande stabilité. Après avoir dépassé 460 €/1 000 l pour la première fois en février 2017, il n'est plus redescendu sous cette valeur et oscille aux environs de 467 €/1 000 l à l'euro près depuis mi-2018, soit 110 € au-dessus du prix du lait conventionnel hors AOP.



### Fabrications : bonne dynamique sur l'ensemble des segments

Le supplément de lait biologique collecté depuis janvier est surtout transformé en laits conditionnés et secondairement en produits frais et ingrédients sec. En cumul fin juillet, les laits liquides conditionnés ont ainsi dépassé les 213 ML, en croissance de +14% d'une année sur l'autre. Ce produit a longtemps été le moteur du développement de la filière lait biologique, notamment dans les GMS, où il représente environ 10% des volumes vendus et où il contribue à la création de cet univers. Il absorbe près de 25% de la matière sèche utile collectée en 2019, contre 35% en 2016. Une diversification des débouchés semble donc s'opérer. Les autres produits laitiers biologiques, produits de grande consommation pour les ménages comme ingrédients destinés aux IAA, connaissent également une bonne croissance à l'image du beurre (+24% sur les 7 premiers mois de l'année ; valorise 20% de la MSU laitière biologique), du fromage (+16% ; 10% de la MSU laitière biologique) ou encore des poudres (+24%, environ 6% de la MSU laitière biologique).



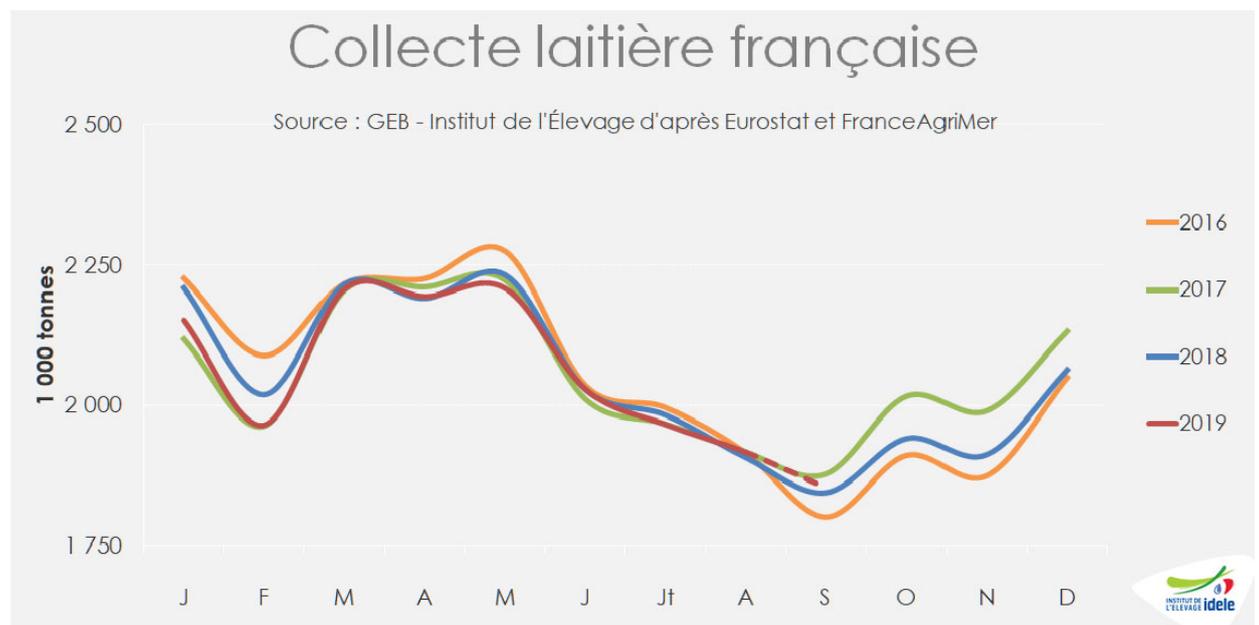
## La sécheresse estivale a surtout affecté l'Allemagne et la France

L'été encore très chaud et sec a cependant moins affecté la production laitière française et allemande qu'en 2018. En revanche, les îles britanniques ont bénéficié d'une météo propice à la production herbagère si bien que la collecte européenne croît de nouveau depuis juillet, plutôt faiblement au 3<sup>ème</sup> trimestre.

### La France laitière moins affectée qu'en 2018 par la sécheresse estivale

La France a connu pour la seconde année de suite des précipitations exceptionnellement faibles durant l'été (juillet à septembre), avec toutefois une situation plus contrastée qu'en 2018 : une pluviométrie proche de la normale sur la façade Ouest et à l'inverse très faible dans le Centre et l'Est. Ainsi, les livraisons ont sensiblement progressé dans les bassins du Grand-Ouest, de Normandie et du Nord-Picardie. Elles ont en revanche reculé dans le Grand Est (-4% /2018 en juillet), en Auvergne-Rhône-Alpes (-3%) et dans le Centre-Val de Loire (-6%). La baisse de collecte est encore plus prononcée en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie essentiellement pour cause de déclin laitier.

En somme, la collecte nationale a faiblement progressé, de +0,5% /2018 en août et septembre d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. La collecte du 3<sup>ème</sup> trimestre a au plus égalé son niveau modéré de l'an dernier après avoir reculé de 1% au 1<sup>er</sup> semestre.

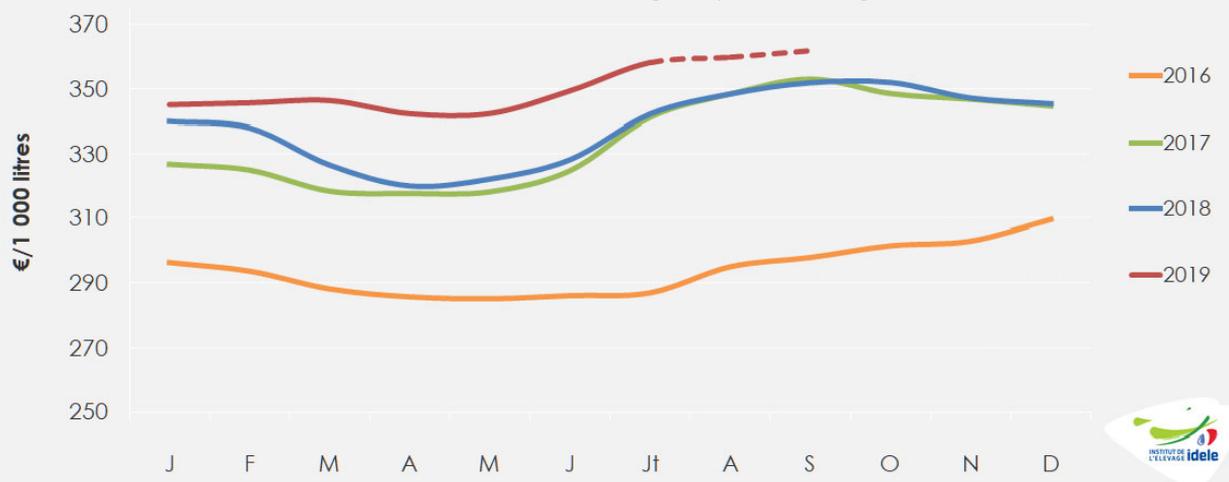


Cet automne, la reprise de la hausse saisonnière de la collecte française s'annonce vigoureuse, malgré l'impact de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen. Entre le 26 septembre et le 14 octobre, 453 éleveurs laitiers de 6 départements ne pouvaient plus livrer leur lait, suite aux mesures de restriction imposées par les autorités sanitaires. Ce sont 14 000 t de lait de vache qui ont été écartés du circuit alimentaire, soit l'équivalent de 1% de la collecte nationale pendant 20 jours ou 0,2% sur un trimestre. Passé cet incident traumatisant pour les éleveurs victimes de cet accident industriel, même s'ils seront indemnisés, la collecte française pourrait finalement progresser de +1 à +2% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Les éleveurs français peuvent compter sur un prix du lait légèrement haussier et des prix des intrants stables. A 360 €/1 000 l au 3<sup>ème</sup> trimestre, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) s'est apprécié de +13 € en 6 mois, sous l'effet des indices saisonniers positifs versés par la plupart des laiteries et probablement les premiers effets de la loi EGALim. Il demeure supérieur à son niveau de l'année dernière (+4%) à pareille époque. Dans le même temps, le prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre s'est légèrement érodé durant l'été. Cet automne, le prix du lait payé aux éleveurs pourrait se stabiliser, malgré des indices saisonniers moins favorables, grâce au redressement régulier des cours des protéines laitières. Dans le même temps, les prix des intrants, notamment de l'aliment du bétail, s'annoncent stationnaires.

## Prix du lait standard (toutes qualités) en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

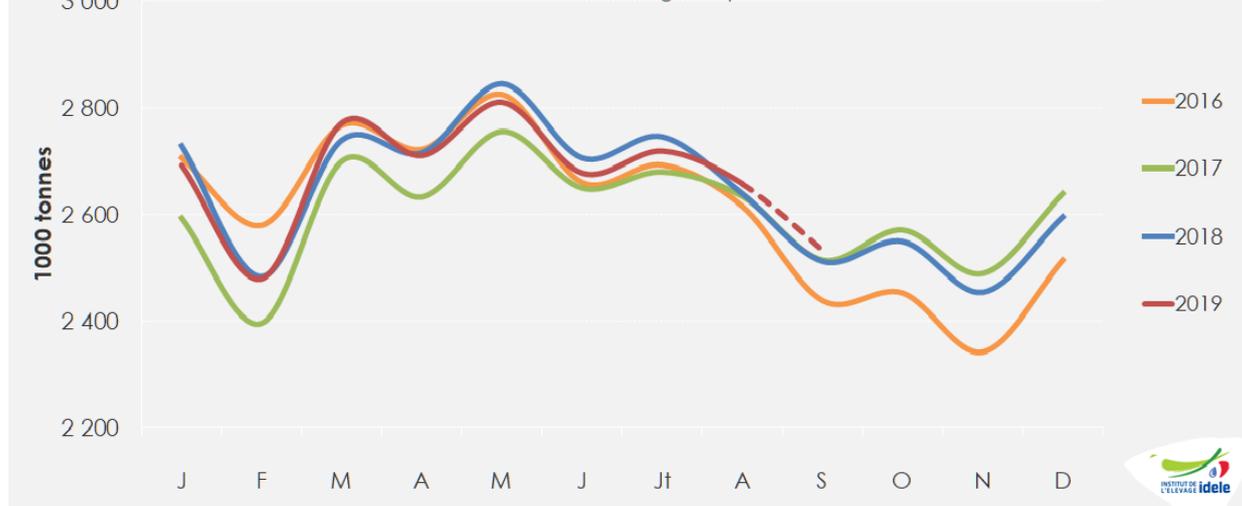


### Rétablissement de la collecte allemande

En Allemagne, la collecte laitière évolue aussi plus favorablement après avoir subi une érosion au printemps et en juillet. La collecte estivale a progressé de +0,2%, après avoir cédé -0,5% au 1<sup>er</sup> semestre, si bien que la collecte cumulée à 9 mois n'est plus que -0,3% sous son niveau de 2018. Le prix du lait payé aux livreurs évolue moins favorablement. Il a continué de s'effriter durant l'été. A 309 €/1 000 l en août soit -4% /2018), le prix standard allemand (ramené 32 g de MP et 38 g de MG) est désormais 4% sous son niveau de 2018.

## Collecte laitière allemande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB



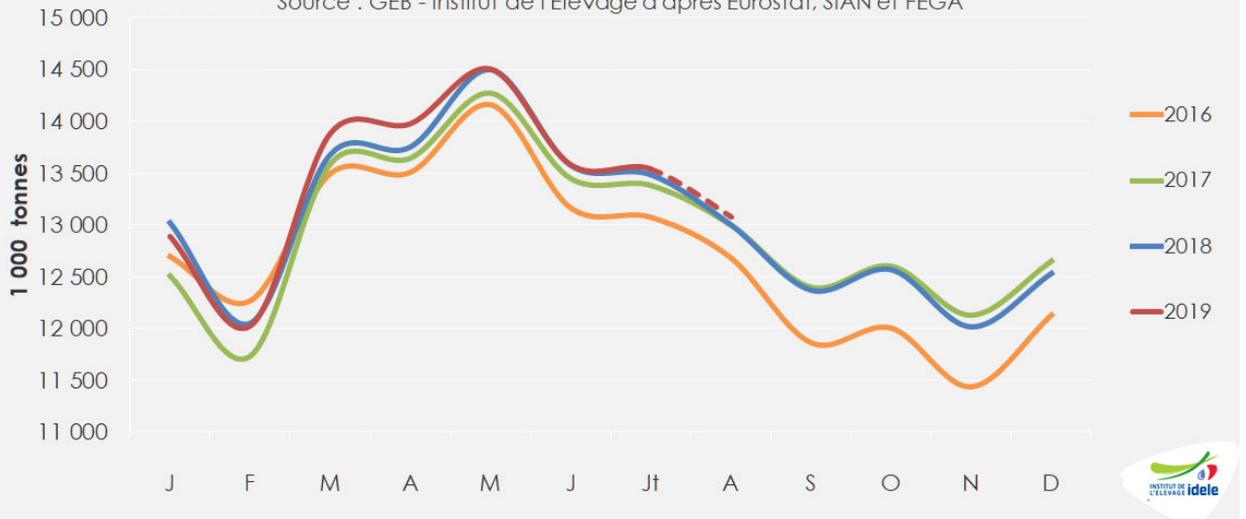
### Reprise de la croissance de la collecte européenne

La production laitière se rétablit aussi dans les pays baltes, en Finlande, en Suède ainsi que dans les pays méditerranéens. Elle devient moins dynamique en Irlande (+2,2% /2018 en août), au Royaume-Uni (+0,7%), mais reste toujours ferme en Pologne (+2,2%).

En somme, la production laitière européenne renoue avec une croissance faible, comprise entre +0,4 et +0,5% au 3<sup>ème</sup> trimestre, après avoir plafonné en mai et juin. Au 4<sup>ème</sup> trimestre, elle se redressera davantage jusqu'à +1% /2018, auquel cas, elle repassera au-dessus de son niveau historique de 2017.

# Collecte laitière de l'UE 28

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, SIAN et FEGA



## Lait de vache » Marché des produits laitiers »

### Le rétablissement des marchés à la merci de décisions géopolitiques

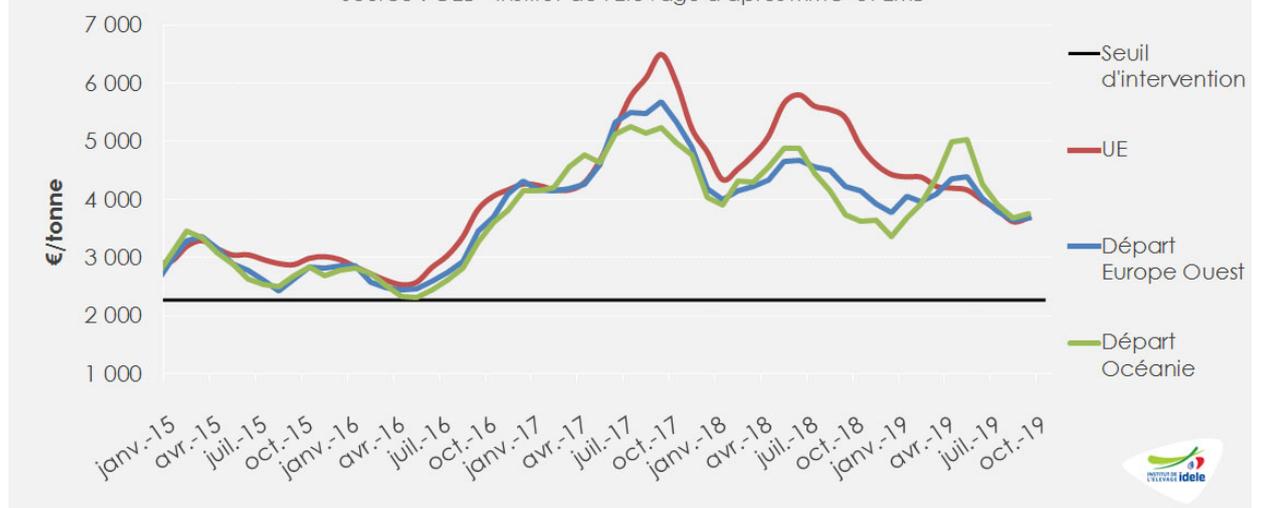
Les fondamentaux des marchés des produits laitiers semblent solides avec une ressource laitière contenue dans les grands bassins exportateurs et une demande soutenue, permettant un rétablissement des cours. Mais plusieurs nuages pourraient assombrir le marché : le *Brexit*, la poursuite du conflit commercial sino-étatsunien et la hausse des droits de douane décidée par les États-Unis sur de nombreux produits européens, dont des produits laitiers.

#### Beurre : marché stabilisé

Après avoir chuté sur les 8 premiers mois de l'année, le cours du beurre cube s'est stabilisé en Europe depuis août. Ainsi la cotation ATLA sur le marché spot s'est maintenue à 3 550 €/t depuis la mi-août. Ce niveau se situe -30% sous celui de 2018, mais 30% au-dessus de celui de 2015. Le cours du beurre exporté d'Europe de l'Ouest a même progressé de 2% d'un mois sur l'autre pour afficher en septembre 3 687 €/t. Face à la remontée des prix néozélandais en septembre (+2,5% d'un mois sur l'autre à 3 760 €/t), le beurre européen a accru sa compétitivité sur le marché international.

# Cours du beurre

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO et ZMB



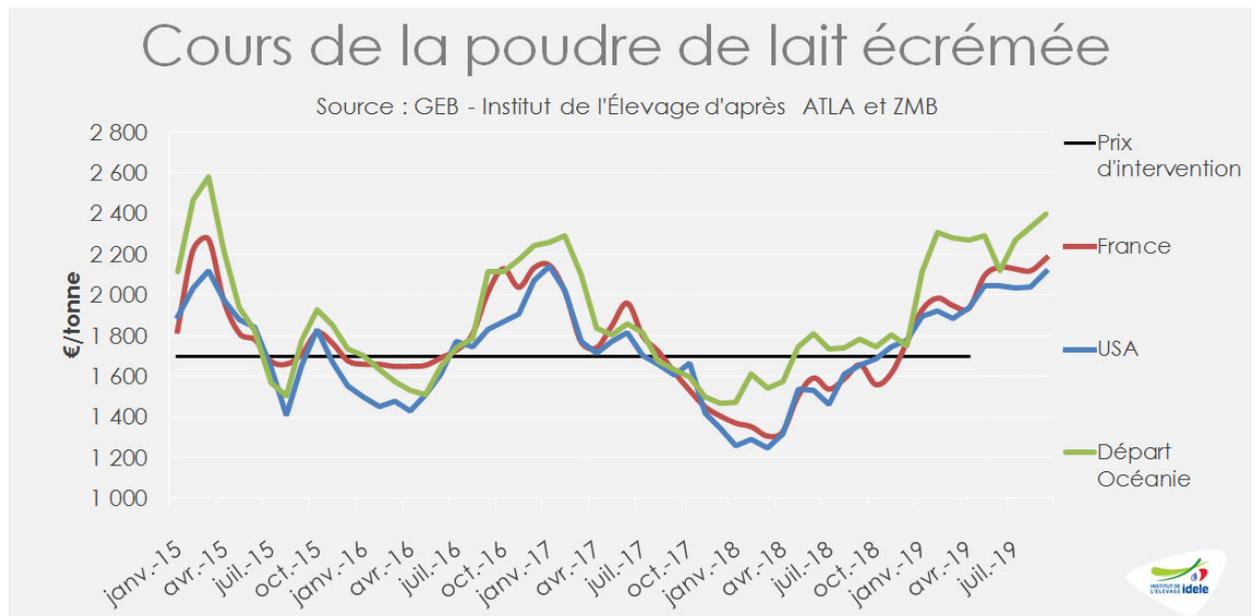
Les transformateurs européens ont de nouveau privilégié les fabrications de beurre/poudre maigre aux dépens de celles de fromages. Malgré une production européenne laitière stable, les fabrications de beurre sont en effet en forte progression sur les 7 premiers mois de l'année (+4% /2018), tirées par les débouchés à l'exportation et par la consommation intérieure. Le rebond de la consommation allemande de beurre depuis avril s'est poursuivi jusqu'en septembre et en France, les achats de beurre se sont redressés en septembre après un creux au cœur de l'été.

La compétitivité du beurre européen a permis une forte hausse des exports des 28 pays depuis avril, affichant une progression +15% /2018 sur les 8 premiers mois. A l'inverse, les exportations néozélandaises ont fléchi depuis la fin du premier semestre, en repli de -4% /2018 entre janvier et août, et le recul des envois étatsuniens se chiffre dorénavant à -35% /2018. Le marché a donc marqué le pas, sous l'influence des moindres achats de la Chine, premier importateur mondial (-37% /2018 sur les 8 premiers mois).

Les stocks de beurre dans les entreprises européennes devraient donc demeurer élevés, entre 200 000 et 250 000 t selon les hypothèses retenues et pourront peser sur les prix dans les mois à venir. D'autant que les stocks sont également importants aux États-Unis.

### Hausse continue des cours de la poudre maigre

Les prix de la poudre de lait écrémé affichent une hausse continue depuis l'automne 2018. A 2 250 €/t fin septembre, la cotation ATLA se situe 36% au-dessus de son niveau de 2018 et 23% au-dessus de celui du début de l'année. Il s'agit du plus haut cours depuis mars 2015. Le cours européen suit la même tendance, mais reste toujours inférieur au prix de la poudre néozélandaise (2 116 € contre 2 397 € respectivement en septembre).

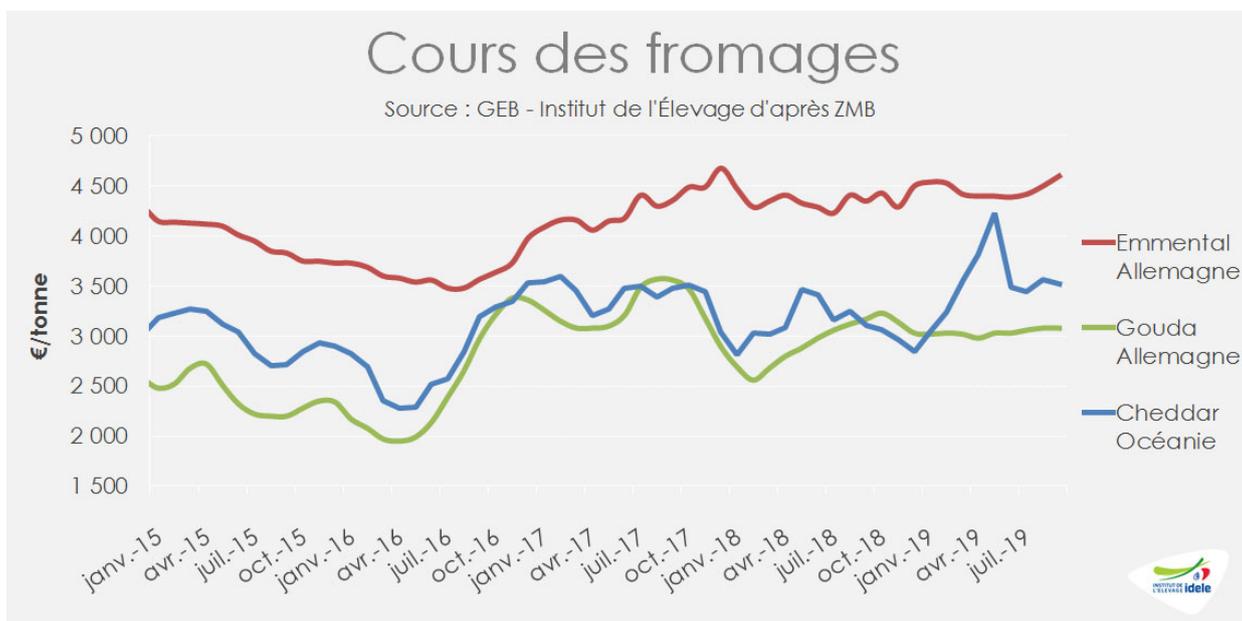


Ce maintien de la compétitivité européenne a tiré les exportations au cours des 7 premiers mois (+24% /2018), abondées par la remise en circulation des stocks d'intervention et la hausse des fabrications (+1,4% /2018 sur les 7 premiers mois). Ces volumes ont plus que compensé le retrait des États-Unis, consécutif à une collecte peu dynamique (-15% /2018 sur les 8 premiers mois) et ont permis de satisfaire une demande internationale soutenue notamment grâce à la Chine dont les achats ne cessent de progresser (+30% /2018 sur les 8 premiers mois).

### Fromages : des cours portés par des fabrications en recul

Depuis le pic atteint en mai et la chute brutale qui a suivi, le cours du cheddar océanien est demeuré relativement stable autour des 3 500 €/t (+13% /2018). La hausse depuis janvier atteint tout de même 16%. A 4 650 €/t en septembre (+27% /2018), la progression pour le cheddar étatsunien est encore plus forte, +43% depuis le début de l'année.

En Europe, la stabilité est de mise pour le gouda allemand, dont le cours n'a progressé que de 2% depuis janvier, pour afficher 3 080 €/t en septembre (-3% /2018). L'emmental, peu échangé sur les marchés internationaux, affiche son deuxième mois de hausse consécutif pour atteindre 4 600 € en septembre (+2% /2018).

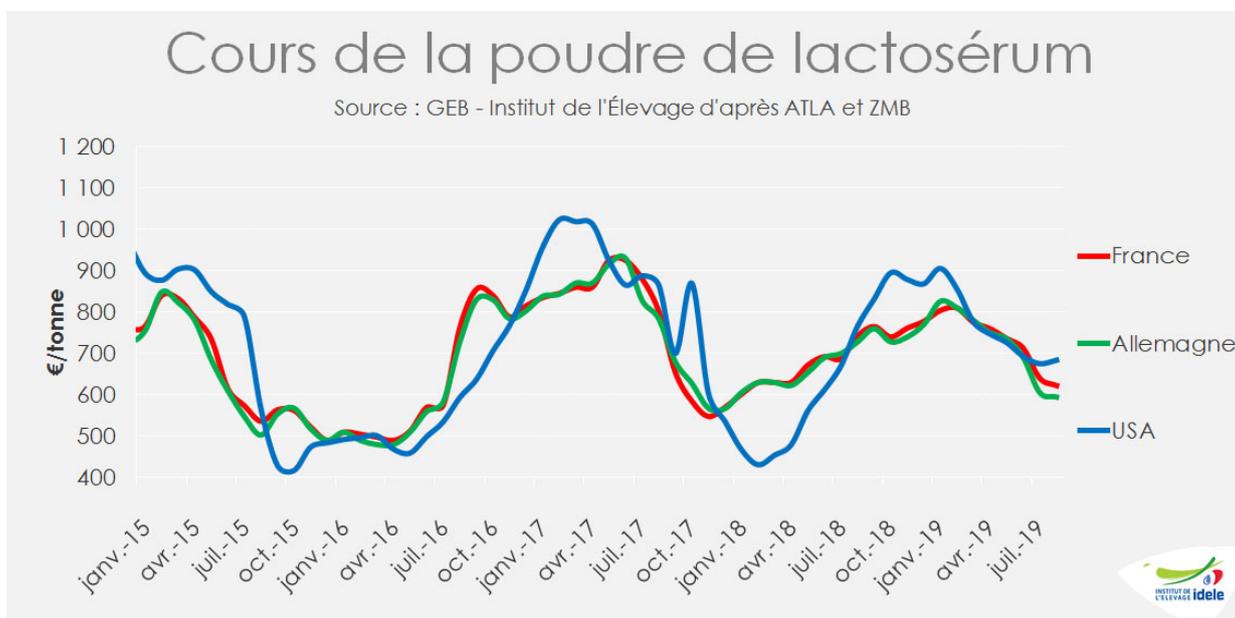


Ces cours sont tirés par des fabrications en net recul, aussi bien en Europe (-1% /2018) sur les 7 premiers mois qu'aux États-Unis (-3% /2018 pour le cheddar), alors que la consommation se maintient.

Les stocks européens de fromages sont demeurés stables depuis juillet à un niveau cependant très élevé, près de 500 000 t (environ + 10% /2018) tandis que les stocks étatsuniens affichaient un repli de -3,5%.

### Un marché du lactosérum toujours sous pression

Les cours de la poudre de lactosérum ont poursuivi leur érosion en septembre, plombés par les faibles importations chinoises (-24% /2018 sur les 8 premiers mois). La cotation française est tombée à son plus bas depuis janvier 2018, à 600 €/t (-16% /2018), avant de remonter légèrement début octobre. Le cours étatsunien a rebondi plus tôt, (+6% en deux mois) pour atteindre 728 €/t en septembre (-12% /2018). Cette hausse pourrait s'expliquer par des achats chinois en août, qui, s'ils restent 15% inférieurs à ceux de 2018, ont été les plus importants depuis 11 mois. La Chine cherche cependant à diversifier ses approvisionnements, notamment à partir de la Biélorussie qui est devenue ces derniers mois son 4<sup>ème</sup> fournisseur de lactosérum.



## Des nuages à l'horizon

Si les fondamentaux sur le marché des produits laitiers semblent solides, les perturbations pourraient provenir de la situation géopolitique et géoéconomique mondiale. La sortie du Royaume-Uni au 31 octobre reste confuse voir incertaine. Un Brexit sans accord impacterait fortement le marché laitier européen.

Le conflit économique et commercial entre les États-Unis et la Chine, premier importateur mondial de produits laitiers, ne cesse de se prolonger, avec des conséquences économiques qui commencent à se faire sentir. Le ralentissement avéré de la croissance économique en Chine pourrait entraîner une moindre consommation qui se traduirait par une baisse des importations de poudres (grasses et maigre), de poudres de lait infantiles ainsi que de fromages et de crème.

Enfin, dans le cadre du conflit opposant Airbus à Boeing, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a autorisé les États-Unis à imposer de nouveaux droits de douane sur les produits en provenance des pays européens. D'après les listes disponibles, sont notamment visés les produits laitiers, avec 63 lignes tarifaires, dont 52 concernant les fromages. Avec les ¾ des volumes, l'UE est le premier fournisseur de fromages des États-Unis, qui sont le premier débouché pour les produits européens (avec 16% des volumes exportés) devant le Japon. Sur les 133 800 t de fromages européens importés par les États-Unis en 2018, 110 000 t seraient impactés par la hausse de 25% des droits de douane, dont 99% des fromages italiens exportés vers les États-Unis et 97% des fromages français. 84% des envois de beurre européens vers les États-Unis seront également touchés, impactant particulièrement les produits irlandais.

# Le cours de l'agneau subit un marché national encombré

Après avoir réalisé une remontée conséquente entre juillet et fin septembre, le cours de l'agneau semble se stabiliser début octobre en-deçà du niveau des années précédentes. Le marché français subit la pression des importations britanniques bon marché à l'approche du *Brexit*.

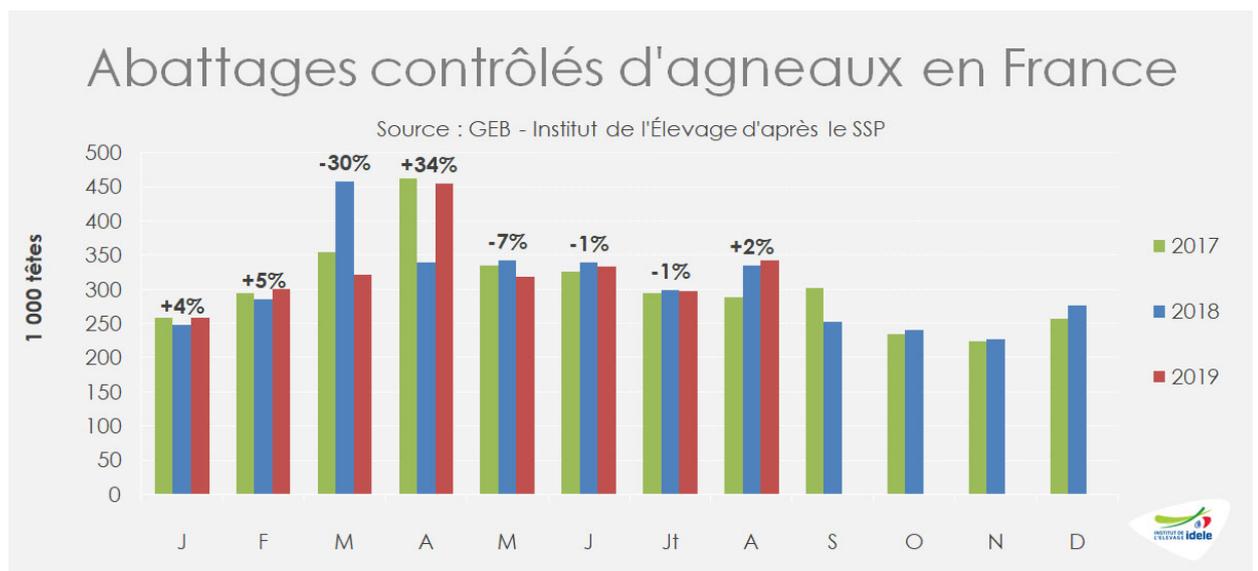
Viande ovine » France »

## La cotation française sous pression britannique

Après avoir bénéficié de deux mois d'été relativement fluides, le marché de l'agneau français subit à nouveau les envois britanniques, qui provoquent début octobre une stagnation des cours sous leurs niveaux des années précédentes.

### Abattages dynamiques en août

À 342 300 têtes en août, les abattages français d'agneaux ont été plus élevés que l'an dernier (+2% /2018). Le poids de carcasse moyen des agneaux a aussi progressé de +2 % (à 19,2 kg), tandis que celui des ovins adultes a régressé, à 25,9 kg en moyenne. Au total, la production mensuelle de viande ovine a augmenté de +3 % /2018, à 8 100 téc, répondant à une consommation française dynamique. D'après le panel Kantar, les achats des ménages français (en distribution, hors RHD et viande ovine présente dans les plats élaborés) ont été en hausse de 3 % /2018. Si on regarde la consommation par bilan, qui illustre le disponible total en viande ovine pour la consommation des français, la tendance est également haussière depuis le début de l'année 2019 : +1,2 % sur 8 mois, comparé à la même période en 2018.



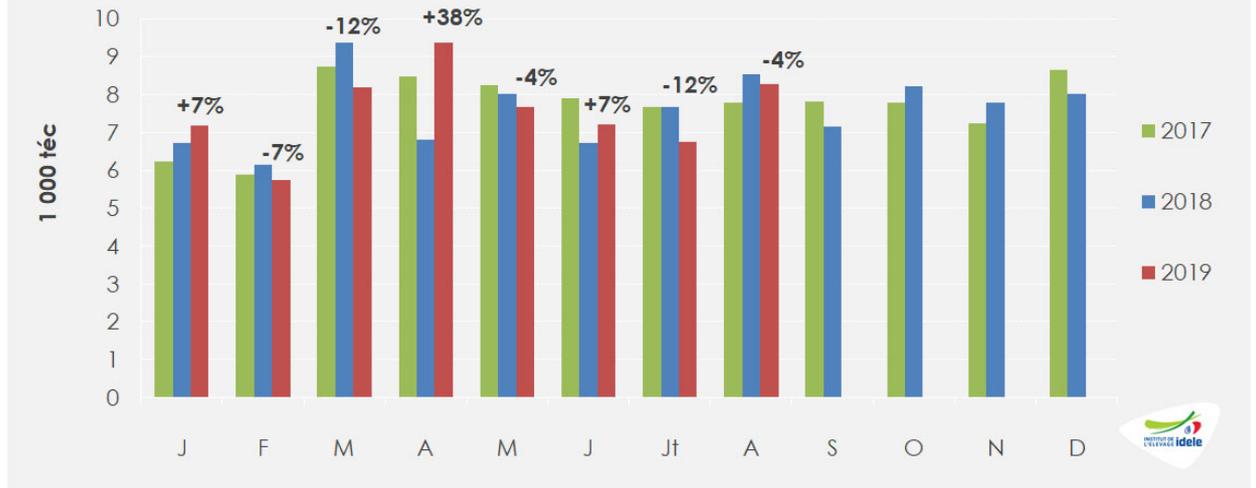
En cumul de janvier à août 2019, la production française d'ovins (agneaux et réformes) reste stable d'une année sur l'autre. La production d'agneaux finis est en légère hausse (+1 %, soit +18 700 têtes), tandis que les abattages d'ovins de réforme reculent (-2 % soit -8 000 têtes).

### La baisse des importations de viande ovine se poursuit en août

Les importations françaises de viande ovine ont de nouveau baissé au mois d'août, à hauteur de -4%, à 8 300 téc, face à une production française en hausse. Les achats ont en revanche repris en provenance du Royaume-Uni (+7%) et d'Irlande (+17%), mais restent ralentis en provenance de Nouvelle-Zélande (-29%) et d'Espagne (-14%). De janvier à août, les importations françaises de viande ovine sont en légère hausse (+0,7% /2018).

# Importations françaises de viande ovine

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises



En septembre, les importations de viande ovine britannique auraient fortement augmenté, à l'approche du *Brexit*. L'encombrement du marché français par de la viande ovine britannique, potentiellement privilégiée par les distributeurs français pour son moindre prix, expliquerait le peu de demande (de nombreux invendus constatés sur les marchés aux bestiaux) en cette période de creux saisonnier, habituellement caractérisée par un manque d'offre...

## Des échanges d'agneaux vifs en hausse au mois d'août

Les importations d'agneaux vifs ont bondi en août, face à une demande particulièrement dynamique (sorties estivales des français et festivités religieuses de l'Aïd el-Kebir), à 32 000 têtes, soit +35 % /2018, avec toujours une prédominance de l'origine Espagne. Sur 8 mois 2019, les importations d'agneaux vifs restent toutefois en nette baisse par rapport aux années précédentes (-22% /2018). Les importations d'ovins adultes étaient à l'inverse constatées en retrait.

Du côté des envois, l'ouverture du marché israélien depuis le début de l'année a permis d'exporter 1 700 agneaux, expédiés en février et juin derniers. Ce marché, très exigeant sur le plan sanitaire, demande notamment l'analyse de PCR pour détecter la FCO (Fièvre catarrhale ovine). Malgré cela, les envois devraient se poursuivre voire s'accroître en fin d'année. Grâce notamment à ce nouveau marché, les exportations totales cumulées d'agneaux vivants ont progressé de +7 % /2018 de janvier à août.

## Le cours de l'agneau français a cessé de croître, subissant un marché encombré

Après une remontée des cours en août puis septembre, les cours semblent stagner début octobre à des niveaux toujours inférieurs à ceux des années précédentes. Cet été la demande française dynamique ainsi que la baisse des importations de viande ovine en août ont tiré à la hausse des cours. Puis en septembre, la baisse saisonnière des abattages a prolongé la tendance haussière de la cotation française. En revanche, à partir de fin septembre, la situation s'est compliquée avec de nombreux invendus sur les marchés aux bestiaux, signe d'une demande morose. En semaine 40, les marchés aux bestiaux soulignent une pression tarifaire des agneaux importés.

# Cotation de l'agneau français

Prix Moyen Pondéré des régions

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Compte-tenu du prix de l'agneau britannique, les distributeurs français pourraient en effet privilégier la viande ovine importée, délaissant quelque peu la production française et créant ainsi un alourdissement du marché. L'impact a été rapide sur les cours qui, dès la semaine 38 (du 16 au 22 septembre), ont stoppé leur redressement et ont depuis marqué le pas, perdant 5 centimes en deux semaines. Le cours de l'agneau français est de 6,18 €/kg en semaine 40 de 2019.

Viande ovine » UE et monde »

## La perspective d'un Brexit dur se fait déjà ressentir

Le cours de l'agneau britannique reste bas étant donné l'instabilité politique du Royaume-Uni, ce qui le rend très attractif à l'export. A quelques dizaines de jours seulement du 31 octobre, la perspective d'un *Brexit* sans accord se révèle de plus en plus plausible.

### ROYAUME-UNI : Les cours de l'agneau britannique restent bas dans la perspective d'un *Brexit* sans accord

Depuis le début de l'année, le cours de l'agneau britannique est en moyenne inférieur de 0,58 €/kg à celui de 2018 sur la même période (semaines 1 à 40). En semaine 40, la cotation des agneaux lourds britanniques s'établissait à 3,71 £/kg (soit 4,13 €/kg en monnaie européenne). L'écart entre les niveaux de 2018 et de 2019 ne semble cependant pas se creuser, probablement via la forte demande extérieure de viande ovine britannique (compétitivité-prix).

Avec une légère accalmie en août (-1 % /2018), les abattages cumulés sur 8 mois ont bondi de +8 % /2018. En septembre, ils demeureraient à un niveau élevé.

Malgré une baisse des effectifs d'ovins au Royaume-Uni, les sorties d'agneaux demeurent abondantes et les transformateurs, à leur tour, pousseraient des quantités croissantes sur le marché de l'export.

La livre sterling a repris de la valeur, bien qu'elle reste très dépréciée, depuis que l'illégalité de la suspension du Parlement britannique par le premier ministre Boris Johnson a été décrétée. Cela semble avoir rassuré les investisseurs étrangers, cette suspension ayant été perçue comme une stratégie de la part des unionistes pour faciliter une sortie sans accord.

# Cours de l'agneau lourd britannique

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB - Beef & Lamb



Le fait de trouver un accord entre Londres et Bruxelles semble de plus en plus compromis. En réalité, la loi prévoit un report de trois mois du *Brexit* si aucun accord n'est trouvé au 19 octobre, mais Boris Johnson annonce de son côté vouloir sortir de l'Union Européenne le 31 octobre coûte que coûte. C'est toujours la question de la frontière entre l'Irlande du Nord et de la République d'Irlande qui achoppe.

Si un *Brexit* dur survient, cela signifie l'ajout de tarifs douaniers mais aussi un ralentissement conséquent des flux, dû à des contrôles aux frontières. A court terme, cela peut être bénéfique pour le cours de l'agneau français qui va bondir face à un fort allègement du marché, mais c'est aussi une perte de visibilité du produit auprès des français, qui ne va pas faciliter les achats.

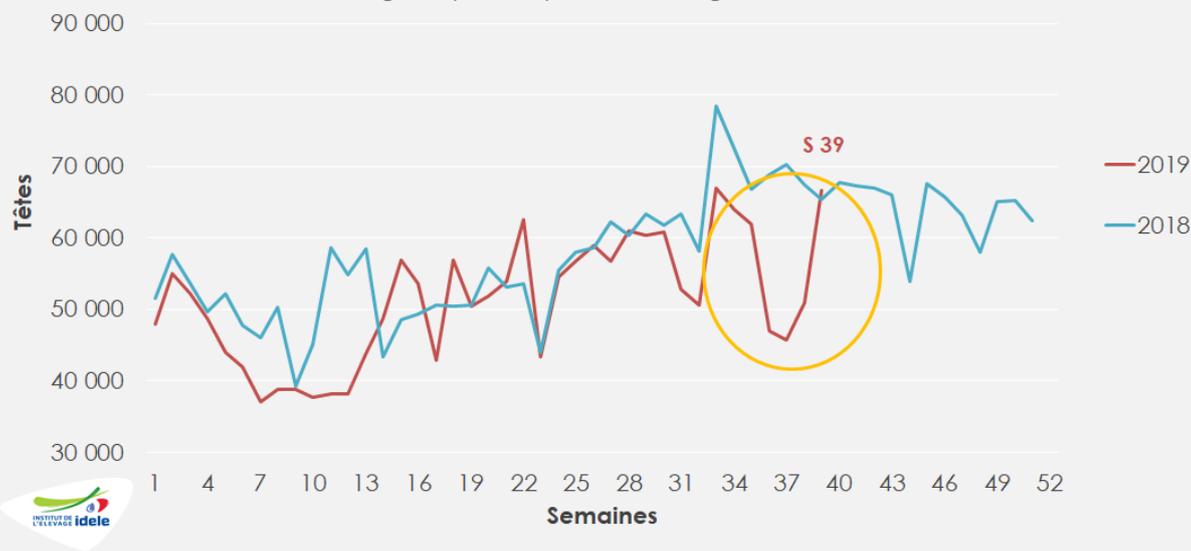
A plus long terme, les britanniques vont probablement accepter de diminuer leur marge pour continuer d'exporter vers la France à des prix raisonnables, vu l'importance des flux commerciaux entre nos deux pays.

## IRLANDE : manifestations et blocages d'usines ont momentanément bouleversé la production de viande irlandaise

En Irlande, les cours de l'agneau sont déprimés depuis le début de l'année, en moyenne inférieurs de -0,37 €/kg à ceux de l'an dernier (semaines 1 à 40). Des associations d'éleveurs ont manifesté leur mécontentement en bloquant usines et centres de distribution dans le centre du pays. Cela a provoqué un effondrement des abattages en septembre : semaine 37, on comptait 45 700 ovins abattus contre 70 220 l'an passé, la même semaine.

# Abattages d'agneaux en Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Department of Agriculture, Food and the Marine of Ireland



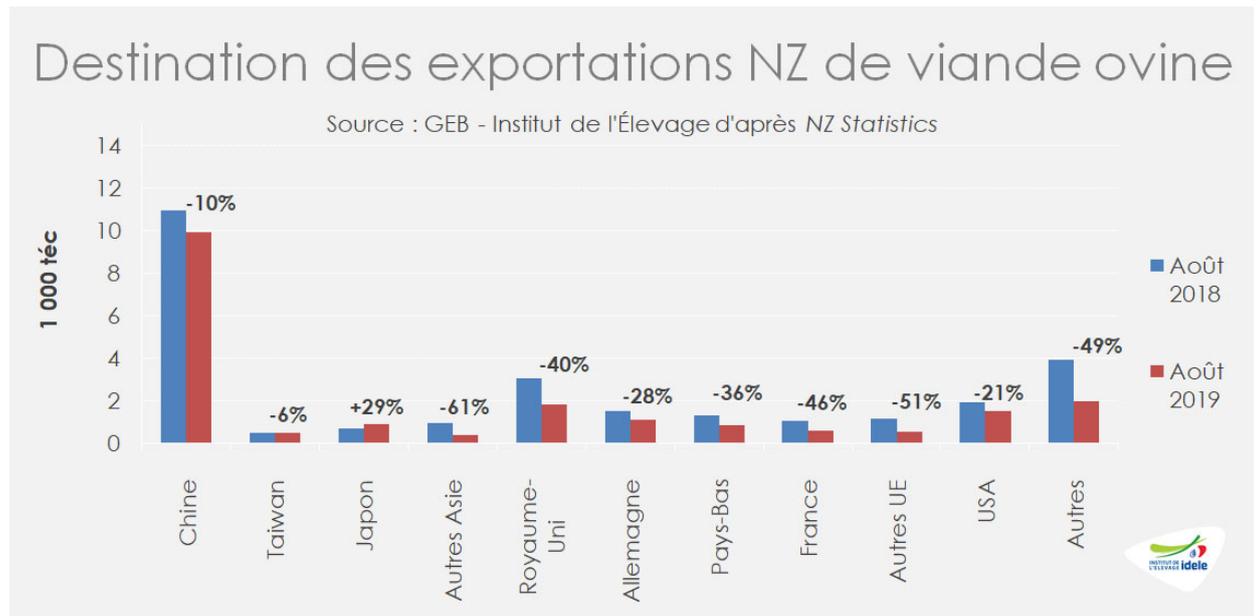
Le *Brexit* inquiète fortement les éleveurs irlandais (à raison) et perturbe déjà les flux commerciaux : le nombre d'ovins qui passent la frontière Irlande du Nord/République d'Irlande a augmenté cette année.

Le ministre des Finances irlandais a récemment annoncé un plan de soutien massif à l'économie du pays, d'un montant de 1,2 milliard d'euros, pour tenter de limiter l'impact imminent de la sortie du Royaume-Uni.

## NOUVELLE-ZÉLANDE : flambée des prix de la viande ovine néozélandaise

Malgré un regain des abattages d'agneaux en août (+8 % / 2019), la production ovine cumulée est toujours ralentie depuis janvier, à -6 % /2018 sur 8 mois.

La décapitalisation, à l'œuvre dans la filière ovine, ne permet pas à la Nouvelle-Zélande de combler totalement la forte demande internationale en viande ovine. Sur la même dynamique que depuis le début de l'année, les envois de viande ovine ont fortement baissé en août, de -26 % /2018. Ils sont en retrait vers l'UE à 28, comme depuis le début de l'année, en particulier vers le Royaume-Uni (-40% en août), premier client de la Nouvelle-Zélande parmi les pays de l'UE. La baisse des envois vers la France se poursuit également, à hauteur de -46 % en août. Même les envois vers la Chine, destination privilégiée de la Nouvelle-Zélande sont enregistrés en baisse (-10% en août). Seules les ventes vers Hong-Kong et le Japon sont croissantes en août 2019/ août 2018.



Le repli des exportations néozélandaises de viande ovine s'accroît avec août : -7 % /2018 sur un cumul de 8 mois (-21 % vers l'UE-28 ; +12 % vers la Chine).

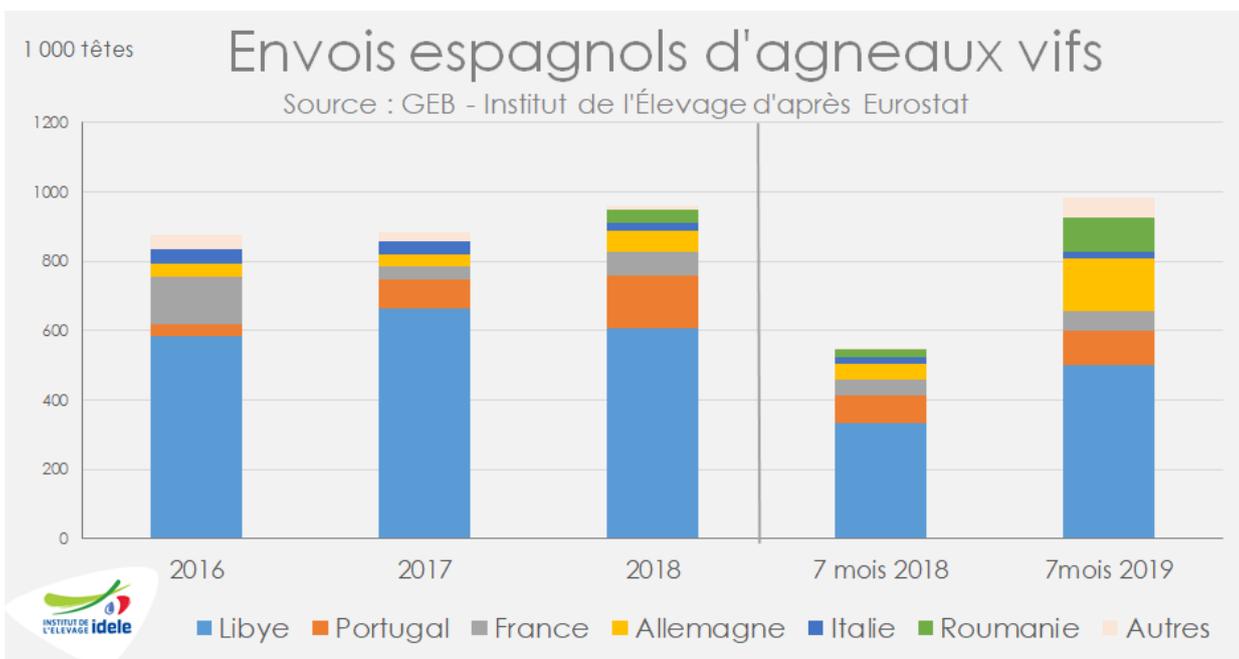
Les stocks d'agneaux s'amenuisent et vont continuer de baisser jusqu'à la nouvelle saison qui démarre en octobre.

Entre une demande chinoise détonante (conséquence de la pénurie de viande de porc provoquée par la fièvre porcine africaine) et des disponibilités limitées, les prix de la viande ovine néozélandaise s'envolent : selon AHDB, le prix de la côtelette d'agneau néozélandais vendue en Chine dépasserait actuellement le prix du gigot d'agneau néozélandais vendu en Europe.

## ESPAGNE : des envois d'agneaux vifs qui explosent

Les exportations espagnoles d'agneaux vivants se sont envolées cette année : sur 7 mois, la hausse est de +80% !

La Libye, premier client de l'Espagne en agneaux vifs, a fortement augmenté ses achats d'agneaux espagnols (+50%, soit + 164 700 agneaux). Pourtant, les envois vers cette destination sont difficiles, compte-tenu de la situation intérieure du pays (présence de groupes affiliés à Daech et Al-Qaida dans plusieurs régions, en particulier au Sud). Les exportateurs espagnols ne veulent plus travailler dans ces conditions et auraient alors les yeux rivés sur Sud de la France, dont les attentes pour la viande ovine sont similaires (agneaux légers).



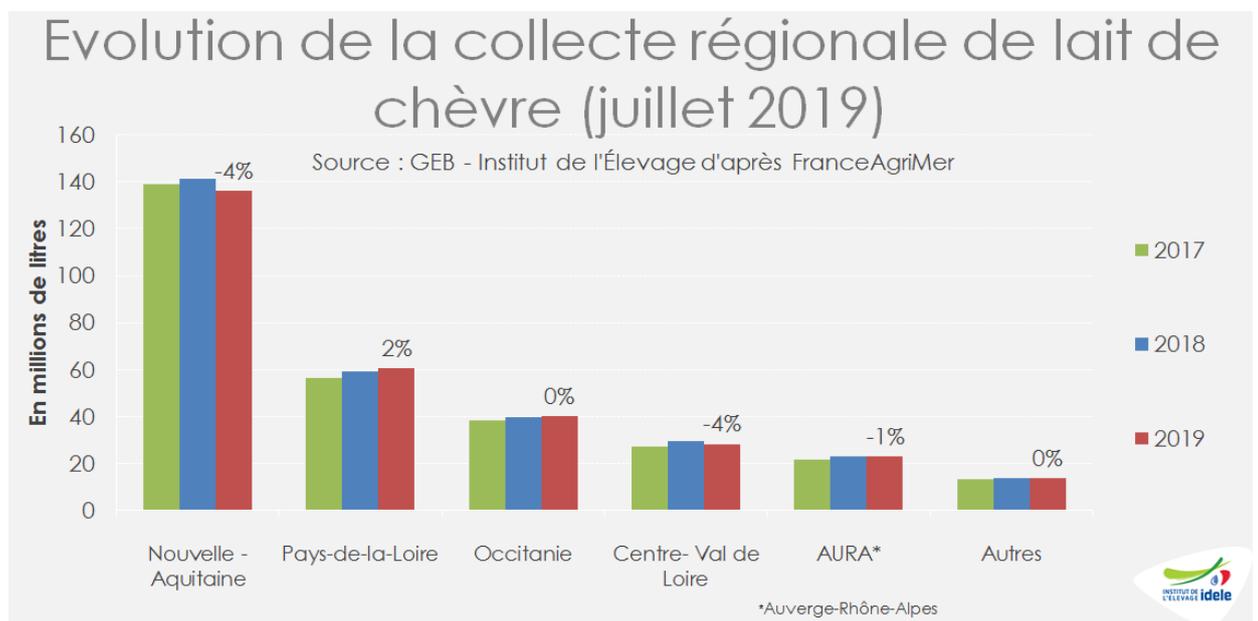
# La baisse de collecte ralentit, mais l'approvisionnement reste tendu

Le déficit de lait s'est encore accentué en juillet face à une collecte en repli et à l'effondrement des importations. Si les transformateurs ont fourni un marché domestique bien orienté, en limitant la reconstitution des stocks et en redirigeant les volumes exportés sur le marché domestique, la situation devrait se tendre en fin d'année.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre - France »

## La baisse de collecte ralentit, mais l'approvisionnement reste tendu

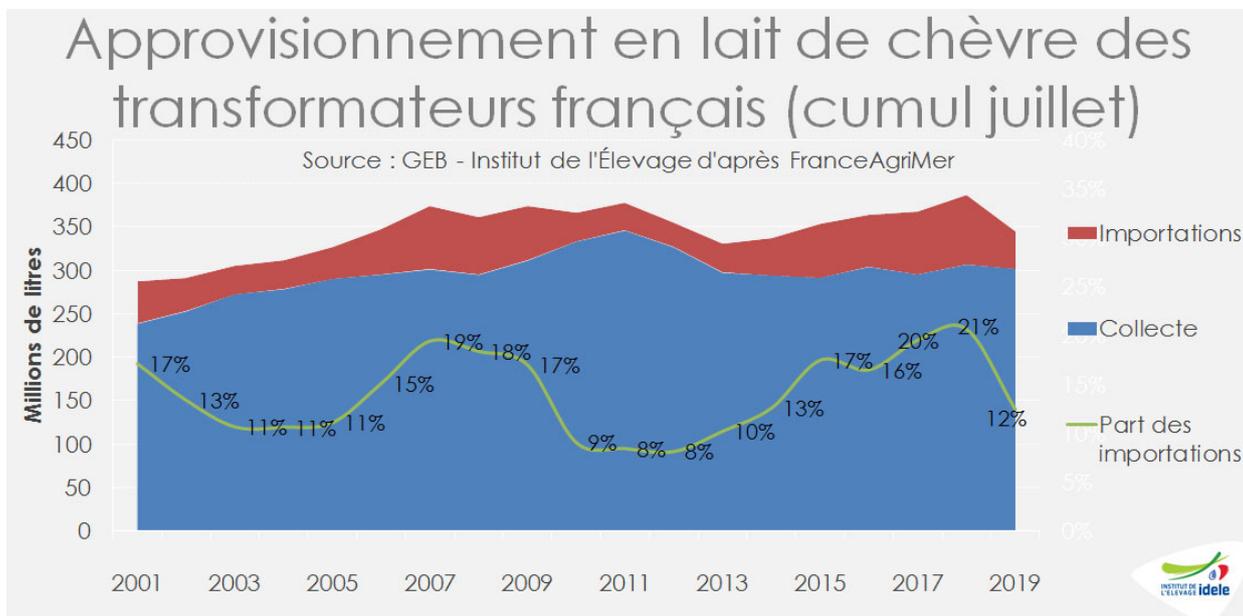
Le déficit de lait de chèvre s'est encore accentué en juillet, face à une collecte en repli et à l'effondrement des importations. Si les transformateurs ont réussi à fournir tant bien que mal un marché domestique bien orienté, en limitant la reconstitution des stocks et en redirigeant les volumes exportés sur le marché domestique, la situation devrait se tendre en fin d'année.



### La baisse de la collecte s'atténue progressivement

A 302 millions de litres cumulés en juillet, la collecte de lait de chèvre s'est encore repliée de 1,5% d'une année sur l'autre (-4,3 millions de litres). Néanmoins, l'amplitude de la baisse s'est progressivement atténuée. En effet, après le repli de 3% en janvier, elle évoluait entre -1,6 et -1,9% sous le niveau de 2018 entre février et mai, en lien avec l'important décalage des naissances en début d'année. Grâce à un cheptel étoffé, la tendance aurait dû s'inverser, après le pic de collecte, mais les canicules estivales en juin et juillet ont impacté les lactations. Ainsi, la baisse de collecte s'est certes atténuée (-0,8% en juin ; -0,7% en juillet), mais est restée négative. L'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, qui portait sur 78% de la collecte nationale en 2018, semble cependant annoncer une amélioration de la situation en fin d'été, avec une progression moyenne supérieure à 3% en août et septembre. Si cette tendance se confirme au 4<sup>ème</sup> trimestre, la collecte de lait de chèvre devrait tout juste rattraper le retard accumulé depuis le début de l'année.

Régionalement, la Nouvelle-Aquitaine, principal bassin de collecte, connaît toujours un repli très marqué (-4% /2018), au même titre que le Centre-Val de Loire (-4%). Ces régions semblent toujours pâtir d'un difficile renouvellement générationnel. La production migre ainsi toujours davantage vers les Pays de la Loire où elle croît de 2% par rapport à 2018. En revanche, la très bonne dynamique observée en Occitanie en début d'année a connu un brutal coup de frein pendant l'été, conséquence des conditions climatiques estivales particulièrement sévères.

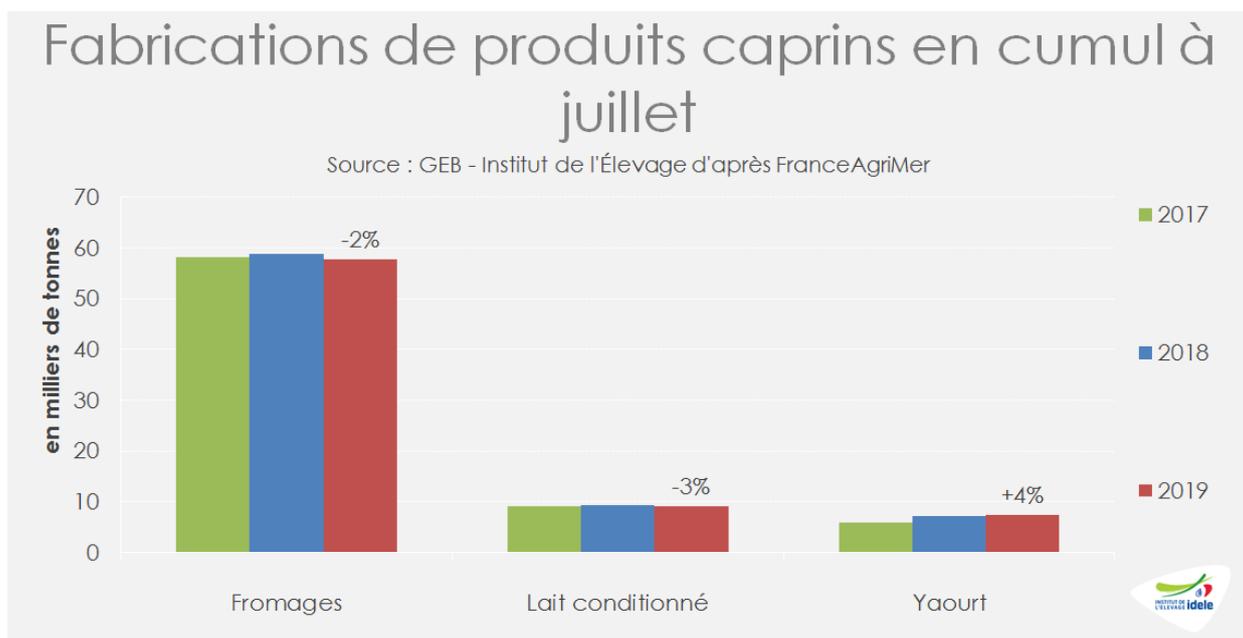


### L'approvisionnement des transformateurs sous pression

Si cette baisse de collecte a amputé l'approvisionnement des transformateurs de près de 4 millions de litres, ce dernier a surtout souffert de l'effondrement des importations. Elles ont en effet reculé de 32 millions de litres d'une année sur l'autre (-48%), à seulement 35 millions de litres en cumul à juillet. Leur part dans l'approvisionnement est ainsi passé de près de 21% en 2018, à seulement 12% cette année. La collecte de lait de chèvre en Espagne, premier fournisseur des importations françaises, a en effet chuté de 4% en cumul de janvier à juillet, faisant chuter les disponibilités de près de 13 millions de litres. Simultanément, le prix du lait de chèvre s'est envolé de près de 17% en début d'année à 26% en juillet. A 683 €/1 000 l en juillet, il a ainsi dépassé de près de 29 € le prix français. Si ce différentiel de prix est à nuancer par la composition plus riche du lait de chèvre espagnol, la hausse a été très impressionnante et, cumulée aux frais d'approche nécessaires au transport en France, a rendu le lait espagnol beaucoup moins intéressant pour les transformateurs.

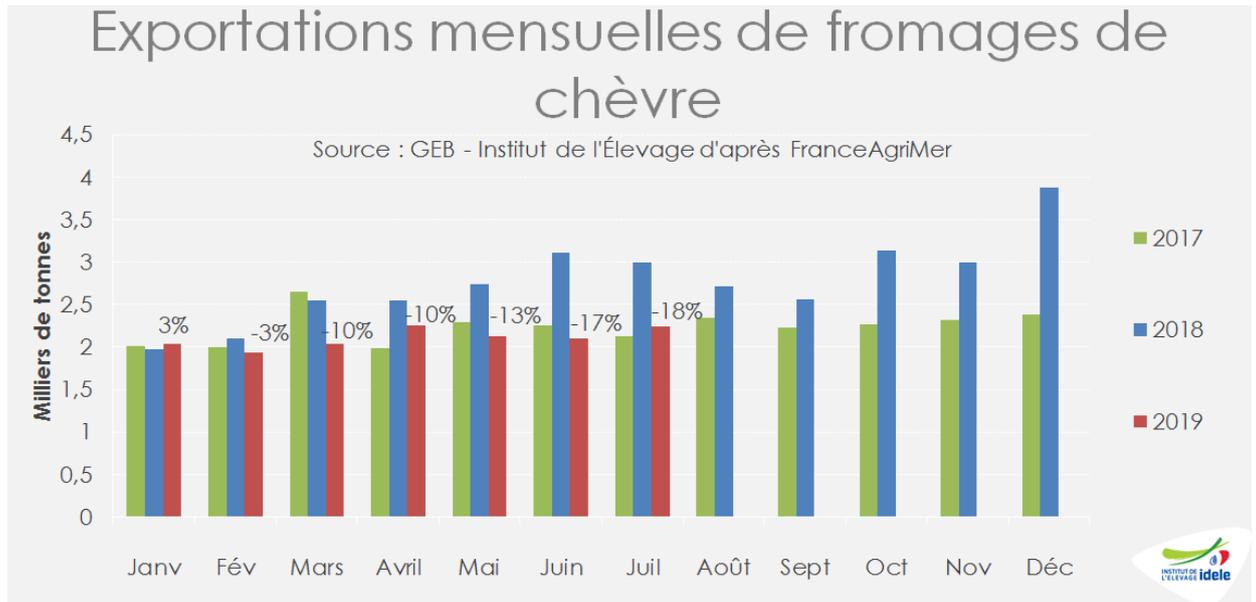
### Des fabrications en baisse

Face au moindre approvisionnement, les fabrications de fromages de chèvre se sont logiquement orientées à la baisse. A près de 57 700 t cumulés à juillet, elles ont chuté de 2% d'une année sur l'autre (-1 200 t). Même constat pour les fabrications de lait liquide conditionné, qui ont baissé de 3%. Seules celles de yaourts ont progressé (+4%), mais à un rythme ralenti comparé à la croissance à deux chiffres lors des années précédentes. Pourtant, les transformateurs ont limité la baisse des fabrications grâce à une faible reconstitution des stocks de produits de report, nécessaires à la fourniture du marché en fin d'année. A 5 940 t fin juillet, ils ont ainsi baissé de près de moitié (47%) d'une année sur l'autre.



## Une demande domestique préservée, au détriment des exportations

La demande française en fromages de chèvre a été très dynamique depuis le début de l'année. Les achats des ménages ont connu une progression moyenne de 2,6% au 1<sup>er</sup> semestre selon le panel IRI-CNIEL, alors même que le prix moyen de vente progressait de 2,3%. Afin de fournir le marché domestique dans un contexte de baisse des disponibilités fromagères, les transformateurs ont cependant dû réorienter les volumes de fromages exportés sur le marché intérieur. A 14 700 t, les exportations ont ainsi baissé de près de 18% d'une année sur l'autre (-3 300 t).



## Marchés des grains : prix inférieurs à l'an dernier

Les récoltes abondantes en blé et en orge ont entraîné une baisse des prix du complexe céréalière durant l'été. Les prix des tourteaux sont restés relativement stables, toujours dans un contexte de demande incertaine en Asie avec le développement de la fièvre porcine africaine.

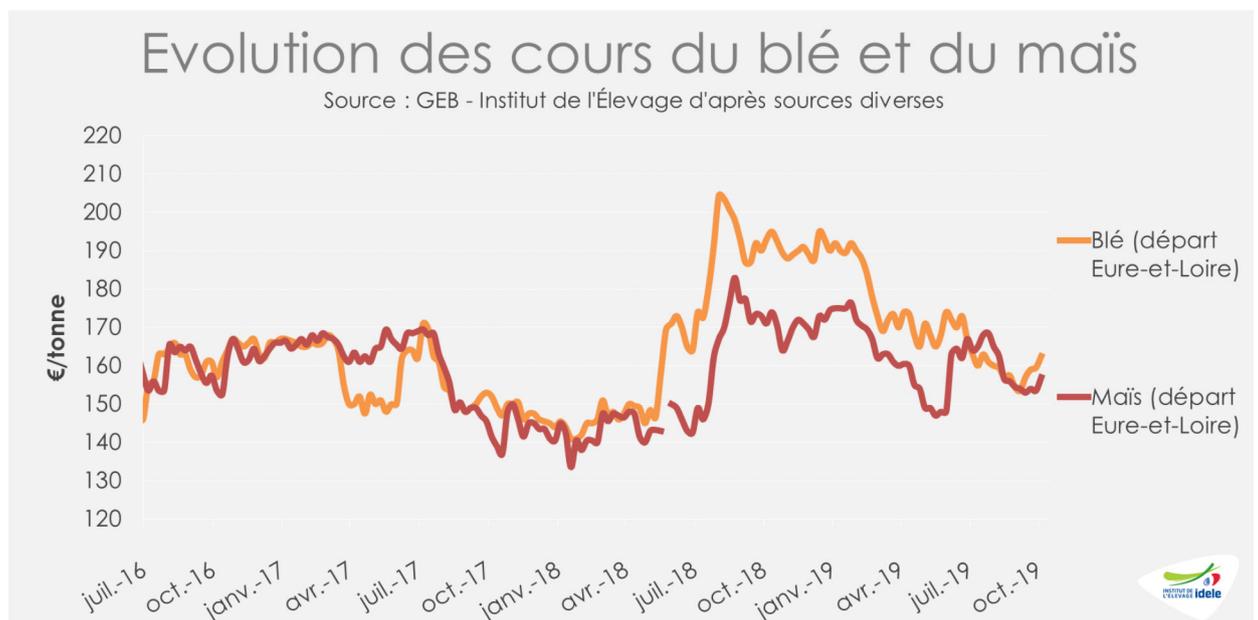
### Céréales : bonnes disponibilités en Europe, mais gare au retour des risques climatiques

Après la faible récolte mondiale de blé et d'orge en 2018, les volumes produits se sont repris en 2019. En Europe, avec 144,5 Mt, la production de blé tendre dépasse de 14% celle de 2018 (impactée par la sécheresse). La France a même enregistré sa seconde meilleure moisson de blé (39,8 Mt, +17% /2018). Ces bonnes disponibilités ont conduit à une baisse des prix durant l'été. En septembre 2019, le prix moyen du blé fourrager au départ de l'Eure-et-Loir était inférieur de 21% à celui de septembre 2018.

Du côté du maïs, les récoltes sont en cours. La production européenne est estimée à 63,8 Mt (+3,7% par rapport à 2018). Elle sera cependant hétérogène au sein de l'UE, le Nord/Ouest (France, Allemagne, Pologne) ayant subi la sécheresse estivale alors que le Sud/Est (Roumanie, Bulgarie, Hongrie) a bénéficié d'un climat favorable aux cultures. En Ukraine, les rendements de maïs sont très bons, dirigeant le pays vers un nouveau record de production (36 Mt). L'écart de prix entre les différentes céréales est actuellement favorable à l'incorporation de blé et d'orge dans les rations animales européennes (contrairement à 2018/19 où le maïs avait été attractif). Ainsi, la baisse des besoins européens en maïs devrait engendrer un recul de 29% des importations européennes 2019/20, pour avoisiner 17,8 Mt.

Néanmoins, un prix plancher des céréales pourrait avoir été atteint pour 2019/20. Plusieurs facteurs expliquent le rebond des cours observé courant septembre. Premièrement, la demande internationale a regagné en dynamisme en blé et en orge. La baisse de parité de l'euro/dollar a aidé le blé français à être compétitif sur le marché du grand export, induisant des ventes françaises vers l'Égypte (premier importateur mondial de blé).

En parallèle, les risques climatiques font leur retour et appellent les marchés à la prudence. La sécheresse en Argentine et en Australie entame les perspectives de rendements du blé et de l'orge, récoltés à partir de novembre-décembre. A l'inverse, des précipitations s'invitent pour la fin des moissons de blé au Canada, prenant même la forme de neige dans certaines provinces. Cela ralentit les travaux et dégrade la qualité des grains. Une vague de froid est également attendue aux États-Unis, alors que les récoltes de maïs sont déjà en retard à cause de semis réalisés très tardivement au printemps. Pour le moment, la production américaine de maïs est estimée à 350 Mt (-4,4% /2018), mais ce chiffre pourrait être revenu à la baisse face aux premiers échos de rendement en dessous des attentes. L'évolution de la situation chez le premier producteur mondial de maïs sera prépondérante pour les cours.



### Oléagineux : tendance stable sur les tourteaux

La situation américaine décrite pour le maïs (semis tardif, baisse de rendements) vaut également pour le soja. Attendue sous la barre des 97 Mt, la production de soja étatsunien devrait baisser de 20% (-24 Mt), le conflit commercial avec la Chine ayant accentué la baisse des surfaces semées. En raison de stocks mondiaux record en début de campagne, le marché du soja devrait rester suffisamment approvisionné malgré la réduction des disponibilités aux États-Unis. Par ailleurs, le développement de la fièvre porcine en Chine et en Asie restreint toujours la demande mondiale en fève et en tourteaux.

Les opérateurs restent par ailleurs concentrés sur l'évolution des relations USA/Chine. Ces dernières semaines ont montré un apaisement puisque la Chine a concédé des achats de fèves de soja américaines (environ 2 Mt en moins de deux semaines). Cela a contribué un rebond des cours du soja à Chicago. Ce mouvement n'a pas influencé le tourteau de soja français qui reste stable depuis le mois de juillet (320 €/t en moyenne en septembre au départ de Montoir).

Du côté du tourteau de colza, les prix ont évolué selon une tendance stable à baissière ces derniers mois, pour atteindre un prix moyen de 208 €/t en septembre (départ Rouen) contre 233 €/t en juin. La demande en huile est forte ce qui contribue à mettre sur le marché son coproduit : le tourteau. Malgré la faible récolte de colza enregistrée en Europe (-14% par rapport à 2018), le marché européen reste bien approvisionné grâce aux imports de graines de colza qui enregistrent un rythme record en juillet-septembre (+97% /2018), avec près de 2 Mt importées, principalement en provenance d'Ukraine.

